

Inside Secure

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2013)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly sur Seine Cedex

Antoine Olanda
Mas de l'Amandier - Chemin de la Sérignane
13530 Trets

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2013)

Aux Actionnaires
Inside Secure
Rue de la Carrière de Bachasson
13590 Meyreuil

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Inside Secure, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2013 tiennent compte de spécificités propres au secteur des nouvelles technologies dans lequel la société opère. C'est dans ce contexte, qu'en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note 4 « Estimations et jugements comptables déterminants » des notes aux états financiers, la société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment la reconnaissance du revenu, la dépréciation des actifs non financiers et plus particulièrement des goodwill et des autres actifs et passifs incorporels, les paiements fondés sur des actions, la juste valeur des dérivés et autres instruments financiers, et la comptabilisation de l'impôt sur les sociétés.

Les modalités suivies à ce titre sont décrites dans la note 2 « Résumé des principales méthodes comptables » aux états financiers. Sur l'ensemble de ces estimations, nous avons examiné la documentation disponible, apprécié le caractère raisonnable des évaluations retenues par la direction de la société et vérifié que les notes associées à celles-ci donnent une information appropriée sur les hypothèses retenues par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

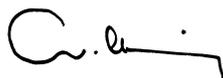
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Trets, le 21 février 2014

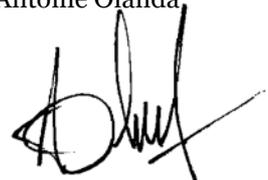
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Philippe Willemin
Associé

Antoine Olanda





INSIDE Secure

Etats financiers consolidés

31 décembre 2013

Compte de résultat consolidé

En milliers de dollars	Note	Exercice clos le 31 décembre	
		2012	2013
Chiffre d'affaires	6, 7	122 047	154 623
Coût des ventes		(93 504)	(106 389)
Marge brute		28 543	48 235
Frais de recherche et développement	26	(35 370)	(33 953)
Frais commerciaux et de marketing		(18 010)	(20 648)
Frais généraux et administratifs		(9 630)	(10 702)
Autres produits / (charges) opérationnels, nets	27	(2 811)	(10 698)
Résultat opérationnel	6	(37 278)	(27 766)
Produits / (charges) financiers, nets	30	(258)	790
Résultat avant impôts		(37 536)	(26 976)
Charge d'impôts sur le résultat	31	51	(584)
Résultat net		(37 485)	(27 560)
Résultat revenant aux :			
Actionnaires de la Société		(37 485)	(27 560)
Intérêts non contrôlés		-	-
Résultat par action :			
De base (en dollars)	17, 32	(1,19)	(0,81)
Dilué (en dollars)	17, 32	(1,19)	(0,81)

Etat du résultat global consolidé

En milliers de dollars	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2013
Résultat net	(37 485)	(27 560)
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	(345)	345
Éléments du résultat global non recyclables au compte de résultat	(345)	345
Couverture des flux de trésorerie	937	353
Différences de conversion	537	413
Éléments du résultat global recyclables au compte de résultat	1 474	766
Autres éléments du résultat global	1 128	1 111
Total du résultat global	(36 357)	(26 449)
Résultat global revenant aux		
Actionnaires de la Société	(36 357)	(26 449)
Intérêts minoritaires	-	-
Total du résultat global	(36 357)	(26 449)

Bilan Consolidé - Actif

En milliers de dollars	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2013
Goodwill	8	15 152	15 287
Immobilisations incorporelles	9	42 052	32 720
Immobilisations corporelles	10	12 810	10 411
Autres actifs non courants	15	16 163	24 863
Total des actifs non courants		86 177	83 282
Stocks	13	17 350	14 830
Clients et comptes rattachés	14	16 462	17 521
Autres actifs courants	15	6 669	7 652
Instruments financiers dérivés actifs	12	145	587
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	66 321	40 213
Total des actifs courants		106 946	80 804
Total de l'actif		193 124	164 086

Bilan Consolidé – Passif

En milliers de dollars	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2013
Capital	17	17 822	17 822
Primes d'émission	17	225 570	225 599
Autres réserves	19	12 386	14 140
Report à nouveau	19	(96 568)	(134 053)
Résultat		(37 485)	(27 560)
Capitaux propres part du Groupe		121 725	95 947
Intérêts non contrôlés		-	-
Total des capitaux propres		121 725	95 947
Passif sur accord de licence - Part long terme	5	10 635	7 962
Dettes financières - Part long terme	21	6 902	6 862
Avances remboursables	22	3 443	3 592
Engagements de retraite	23	1 749	1 596
Total des passifs non courants		22 729	20 012
Passif sur accord de licence - Part court terme	5	1 583	3 011
Instruments dérivés passifs	12	179	215
Fournisseurs et dettes rattachées	20	28 335	32 525
Autres dettes liées à l'acquisition d'ESS	5	5 188	-
Dettes financières - Part court terme	21	808	7 386
Provisions pour autres passifs	24	754	2 312
Produits constatés d'avance	25	11 822	2 678
Total des passifs courants		48 669	48 127
Total du passif		71 399	68 138
Total du passif et des capitaux propres		193 124	164 086

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En milliers de dollars	Part du Groupe				Total	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
	Capital	Primes d'émission	Autres réserves	Report à nouveau et résultat			
Au 1er janvier 2012	11 369	133 021	9 771	(96 568)	57 594	-	57 594
Résultat de l'exercice	-	-	-	(37 485)	(37 485)	-	(37 485)
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	-	-	(345)	-	(345)	-	(345)
Juste valeur des instruments dérivés	-	-	937	-	937	-	937
Différences de conversion	-	-	537	-	537	-	537
Total des autres éléments du résultat global	-	-	1 128	(37 485)	(36 357)	-	(36 357)
Plans d'actionnariat salarié							
Paielements fondés sur des actions	-	-	1 880	-	1 880	-	1 880
Exercices de stock options, actions gratuites ou BSA	-	361	-	-	361	-	361
Opérations sur capital	6 453	98 028	107	-	104 588	-	104 588
Frais externes liés à l'introduction en bourse	-	(5 840)	-	-	(5 840)	-	(5 840)
Actions propres	-	-	(501)	-	(501)	-	(501)
Au 31 décembre 2012	17 822	225 570	12 386	(134 053)	121 725	-	121 725
Au 1er janvier 2013	17 822	225 570	12 386	(134 053)	121 725	-	121 725
Résultat de l'exercice	-	-	-	(27 560)	(27 560)	-	(27 560)
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	-	-	345	-	345	-	345
Juste valeur des instruments dérivés	-	-	353	-	353	-	353
Différences de conversion	-	-	413	-	413	-	413
Total des autres éléments du résultat global	-	-	1 111	(27 560)	(26 449)	-	(26 449)
Plans d'actionnariat salarié							
Paielements fondés sur des actions	-	-	555	-	555	-	555
Souscription de BSA	-	28	-	-	28	-	28
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Actions propres	-	-	88	-	88	-	88
Au 31 décembre 2013	17 822	225 599	14 140	(161 613)	95 947	-	95 947

Tableau consolidé des flux de trésorerie

En milliers de dollars		Exercice clos le 31 décembre	
	Notes	2012	2013
Résultat net		(37 485)	(27 560)
Elimination des éléments sans incidence de trésorerie :			
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	10	6 797	5 428
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	9	2 538	13 865
Dépréciation d'actifs immobilisés	27	-	1 511
(Reprises) de provisions pour clients douteux, nettes	14	664	414
Dotations aux provisions pour dépréciation des stocks, nettes	13	151	3 100
Résultat sur cessions d'actifs		(13)	(231)
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	18	1 880	555
Variations de la provision pour engagements de retraite	23	144	231
(Produits) / Charges financiers, nets		18	-
Charge d'impôts sur le résultat	31	(51)	584
Variations des provisions pour risques	24	421	1 563
Flux nets de trésorerie absorbés par l'activité hors variation du besoin en fonds de roulement		(24 936)	(541)
Variation du besoin en fonds de roulement :			
Stocks	13	5 873	(580)
Clients et comptes rattachés	14	2 243	5 041
Clients cédés	14	1 714	(8 106)
Autres créances		(368)	(384)
Crédit d'impôt recherche et subventions	15	(2 878)	(9 193)
Fournisseurs et dettes rattachées		(4 189)	(1 745)
Avances reçues sur commandes à livrer	25	6 460	-
Autres dettes		3 036	(1 703)
Flux nets de trésorerie provenant de (absorbés par) le besoin en fonds de roulement		11 891	(16 670)
Flux de trésorerie absorbés par l'activité		(13 046)	(17 210)
Intérêts reçus / (payés)		612	235
Impôts sur le résultat payés		(74)	(106)
Flux nets de trésorerie absorbés par l'activité		(12 508)	(17 081)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisition d'ESS, nette de la trésorerie acquise	5	(41 635)	(5 188)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	10	(2 119)	(4 556)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	9	(2 718)	(1 101)
Technologies en développement	9	(973)	(3 402)
Variation du passif sur accord de licence	5	(1 064)	(1 125)
Cessions d'immobilisations		-	297
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(48 509)	(15 075)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Produits des opérations sur le capital	17	104 950	28
Frais externes liés à l'introduction en bourse	17	(5 840)	-
Avances remboursables	22	2 491	-
Financement du crédit d'impôt recherche	21	5 852	6 676
Location financement - Remboursement de la part en capital		(463)	(407)
Rachat d'actions propres		(501)	87
Dénouement des opérations de couverture de change		(161)	(83)
Variation du découvert bancaire		276	(276)
Flux nets de trésorerie générés par les opérations de financement		106 604	6 026
Variation de trésorerie nette		45 587	(26 131)
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture	16	20 940	66 321
Effet des variations des cours de change		(206)	23
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	16	66 321	40 213
Eléments sans incidence de trésorerie :			
- Nouveau contrat de location financement		352	-

Sommaire

1.	Informations générales	10
2.	Résumé des principales méthodes comptables	10
2.1	Base de préparation des états financiers	10
2.2	Consolidation	11
2.3	Information sectorielle	12
2.4	Conversion des opérations en devises	12
2.5	Dépréciation d'actifs non financiers et définition des unités génératrices de trésorerie retenues	13
2.6	Goodwill et autres immobilisations incorporelles	13
2.7	Immobilisations corporelles	15
2.8	Dépréciation des actifs non courants	16
2.9	Actifs financiers	17
2.10	Instruments financiers dérivés et opérations de couverture	17
2.11	Stocks	19
2.12	Clients et comptes rattachés	19
2.13	Trésorerie et équivalents de trésorerie	20
2.14	Capital social	20
2.15	Fournisseurs et comptes rattachés	20
2.16	Dettes financières	20
2.17	Impôts courants et impôt différé	20
2.18	Crédit d'impôt recherche et autres subventions publiques	21
2.19	Avantages du personnel	21
2.20	Paiements fondés sur des actions	22
2.21	Provisions	22
2.22	Passif sur accord de licence	23
2.23	Reconnaissance du revenu	23
2.24	Coûts des ventes	24
2.25	Résultat par action	24
2.26	Contrats de location	25
3.	Gestion du risque financier	25
4.	Estimations et jugements comptables déterminants	26
5.	Regroupements d'entreprises	28
6.	Informations sectorielles	30
7.	Chiffre d'affaires	33
8.	Goodwill	33
9.	Immobilisations incorporelles	34
10.	Immobilisations corporelles	36
11.	Instruments financiers par catégorie	37
12.	Instruments financiers dérivés	38
13.	Stocks	39
14.	Clients et comptes rattachés	39
15.	Autres créances	41
16.	Trésorerie et équivalents de trésorerie	42
17.	Capital	43
18.	Paiements fondés sur des actions	44
19.	Report à nouveau et autres réserves	48
20.	Fournisseurs et comptes rattachés	48
21.	Dettes financières	49
22.	Avances remboursables	49
23.	Engagements de retraite et avantages assimilés	50
24.	Provisions pour autres passifs	51
25.	Produits constatés d'avance	52
26.	Frais de recherche et développement	52
27.	Autres produits / (charges) opérationnels, nets	53
28.	Charges par nature	53
29.	Charges liées aux avantages du personnel	54
30.	Produits / (charges) financiers, nets	54
31.	Charge d'impôt sur le résultat	54
32.	Résultat par action	55
33.	Engagements	56
34.	Transactions avec les parties liées	57

35. Evénements postérieurs à la clôture58
36. Périmètre de consolidation58

Notes aux états financiers consolidés

1. Informations générales

INSIDE Secure (« la Société ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») propose une gamme complète de solutions de sécurité embarquées pour les appareils mobiles et connectés. Cette offre s'appuie sur la propriété intellectuelle développée au sein du groupe qui peut être licenciée ou cédée, sur des solutions logicielles et des semi-conducteurs fabriqués en mode sans usine « fables ».

Les actions de la Société sont cotées sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris sous le code Isin FR0010291245.

La Société est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Son siège social se situe à l'Arteparc Bachasson, rue de la carrière de Bachasson à Meyreuil (13590), France.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le directoire en date du 17 février 2014.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

2.1 Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du Groupe ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux interprétations IFRIC, tels qu'adoptés par l'Union Européenne. Les IFRS sont disponibles sur le site web de la Commission Européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_en.htm

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés (contrats à terme et options) qui sont évalués à leur juste valeur.

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés sont exposés à la note 4.

2.1.1 Devise de présentation

Conformément au paragraphe 38 de la norme IAS 21, le Groupe a retenu le dollar américain (ci-après « dollar US » ou « dollar » ou « \$ ») pour la présentation de ses états financiers consolidés. Le dollar US est la monnaie fonctionnelle d'INSIDE Secure, monnaie dans laquelle est libellée la majorité de ses transactions. C'est également la monnaie principalement utilisée pour les transactions au sein du Groupe. La monnaie fonctionnelle d'INSIDE Secure Corporation (Etats-Unis) est le dollar US, le dollar singapourien est la monnaie fonctionnelle d'INSIDE Secure (Asia) Pte Ltd, la livre sterling est la monnaie fonctionnelle de Vault-IC UK Ltd, l'euro est la monnaie fonctionnelle de Vault-IC France SAS, INSIDE Secure B.V, INSIDE Secure Amsterdam B.V et INSIDE Secure Oy et le Yen est la monnaie fonctionnelle d'INSIDE Secure K.K.

Les taux de conversion du dollar vers l'euro, principale devise utilisée dans le Groupe après le dollar, sur les exercices 2012 et 2013 sont les suivants :

Dollar / euro	2012	2013
Taux de clôture	1,3194	1,3791
Taux moyens	1,2858	1,3282

2.1.2 Application des nouvelles normes et amendements aux normes publiées

Les nouvelles normes et amendements suivants dont l'application est obligatoire pour l'année en cours à compter du 1er janvier 2013 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 :

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2013 sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2012 à l'exception des textes ci-dessous :

- (i) Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1er janvier 2013 :
- Amendement à IAS 1 relatif à la présentation des autres éléments du résultat global ;
 - IAS 19, Avantages au personnel notamment pour les régimes à prestations définies ;
 - IFRS 13, Evaluation de la juste valeur ;
 - Amendement à IFRS 7 relatif aux informations à fournir sur la compensation des actifs et passifs financiers.

Les normes, amendements et interprétations appliqués depuis le 1er janvier 2013 n'ont pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2013.

- (ii) Normes, amendements et interprétations d'application non obligatoire au 1er janvier 2013 mais pouvant être anticipée.
- IFRS 10, Etats financiers consolidés ;
 - IFRS 11, Partenariats ;
 - IFRS 12, Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres sociétés ;
 - IAS 28 Révisée, Participations dans des entreprises associées ;
 - Amendement à IAS 32 relatif à la compensation des actifs et des passifs financiers.
 - IAS 27 Révisée, Etats financiers individuels ;
 - Amendement à IAS 36 relatif aux informations à fournir relatives à la valeur recouvrable des actifs non financiers.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces normes, amendements et interprétations dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2013 et estime qu'ils ne devraient pas avoir un impact significatif sur ses résultats et sa situation financière.

Par ailleurs, l'IASB a publié des normes, amendements et interprétations pouvant être anticipés au 1^{er} janvier 2013, mais non encore adoptés par l'Union européenne :

- IFRS 9, Instruments financiers ;
- IFRIC 21 Droits ou taxes

L'impact de ces normes sur les résultats et la situation financière du Groupe est en cours d'évaluation.

2.2 Consolidation

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du

contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de filiales par le Groupe. Le coût d'une acquisition correspond à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés à la date de l'acquisition, y compris les ajustements éventuels de prix. Les ajustements éventuels de prix ultérieurs au délai d'affectation de 12 mois après la date d'acquisition sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture en contrepartie du compte de résultat. Les frais accessoires liés aux acquisitions sont enregistrés en charges de la période sur la ligne « Autres produits / (charges) opérationnels, nets ». L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets identifiables acquis est comptabilisé en tant qu'écart d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Les transactions intragroupes, les soldes et les profits latents sur les opérations entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes latentes sont également éliminées pour les actifs cédés et elles sont considérées comme un indicateur de perte de valeur. Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles du Groupe.

Le Groupe n'a ni intérêts minoritaires ni participations dans une entité nécessitant le traitement en mise en équivalence.

2.3 Information sectorielle

Les secteurs d'activité retenus dans l'information sectorielle correspondent aux secteurs d'activité présentés dans les rapports internes fournis aux décideurs opérationnels. Les décideurs opérationnels, responsables de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs d'activité, sont les membres du directoire, en charge de l'élaboration des décisions stratégiques. Le directoire est composé de cadres dirigeants du Groupe.

2.4 Conversion des opérations en devises

(a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des états financiers

Les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités du Groupe sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel l'entité exerce ses activités ("la monnaie fonctionnelle"). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars US, monnaie fonctionnelle de la Société et monnaie de présentation du Groupe.

(b) Transactions et soldes

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et les gains de change résultant du dénouement de ces transactions comme ceux résultant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises, sont comptabilisés en résultat, sur la ligne "Produits / (charges) financiers, nets".

Les pertes et gains de change relatifs aux écarts de change réalisés sur des transactions à caractère opérationnels dénouées sur l'exercice ainsi que l'impact de la réévaluation au taux de clôture des actifs et passifs d'exploitation libellés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle des sociétés consolidées sont comptabilisés en résultat opérationnel.

Les pertes et gains de change relatifs à des opérations à caractère financier dénouées sur l'exercice ainsi que l'impact de la réévaluation en dollar US au taux de clôture de la trésorerie libellée en euros sont comptabilisés en résultat financier.

(c) Sociétés du Groupe

Les comptes de toutes les entités du Groupe, dont aucune n'exerce ses activités dans une économie hyper inflationniste, dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation sont convertis dans la monnaie de présentation, selon les modalités suivantes :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis aux cours de clôture à la date de chaque bilan ;
- les produits et les charges de chaque poste du compte de résultat sont convertis aux taux de change moyens, sauf si cette moyenne n'est pas représentative de l'effet cumulé des taux en vigueur aux dates des transactions, auquel cas les produits et les charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions ; et
- toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres sur la ligne "Différences de conversion".

2.5 Dépréciation des actifs non financiers et définition des unités génératrices de trésorerie retenues

Les actifs non financiers, notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Une perte de valeur est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Aux fins de l'évaluation d'une perte de valeur, les actifs non financiers à l'exception de certaines immobilisations incorporelles dédiées à des produits spécifiques (voir note 2.6), sont regroupés en unités génératrices de trésorerie qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants.

2.6 Goodwill et autres immobilisations incorporelles

(a) Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale associée à la date d'acquisition. Le goodwill comptabilisé séparément est soumis à un test annuel de dépréciation et est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable du goodwill de l'entité cédée.

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou Groupes d'unités génératrices de trésorerie aux fins de réaliser des tests de dépréciation. Les unités génératrices de trésorerie ou Groupes d'unités génératrices de trésorerie auxquels les goodwill sont affectés sont ceux susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux goodwill. La direction du Groupe a déterminé les unités génératrices de trésorerie comme étant les secteurs d'activité qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants. Dans le cadre de sa réorganisation autour de deux divisions opérationnelles (« Sécurité mobile » et « Transactions sécurisées »), le Groupe a recentré ses activités autour d'une plate-forme de recherche et développement et de production commune et d'une force de ventes globale. Les deux divisions opérationnelles présentent cependant un profil de clients et des activités marketing suffisamment différents pour être considérés comme constituant chacune une unité génératrice de trésorerie.

(b) Redevances de licences de propriété intellectuelle

Les redevances de licences de propriété intellectuelle immobilisées correspondent aux licences qui ont été transférées au Groupe dans le cadre de l'acquisition d'ESS et représentent les redevances à percevoir au titre de technologies développées et licenciées antérieurement à la date du transfert. Le portefeuille de redevances de licences de propriété intellectuelle à percevoir est reconnu comme un actif incorporel dans la mesure où l'effort commercial et technologique a été réalisé par l'entité acquise avant le regroupement. Cet actif incorporel est amorti au compte de résultat sur la ligne « Coût des ventes » au rythme de la constatation du chiffre d'affaires correspondant.

(c) Technologies brevetées acquises

Les technologies brevetées acquises sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés.

Chaque technologie dédiée à un produit spécifique est individuellement soumise à un test de dépréciation basé sur les ventes projetées du produit correspondant lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de sa valeur comptable est mise en doute. Lorsqu'une technologie ne peut être associée à un produit spécifique, l'unité génératrice de trésorerie utilisée pour les tests de dépréciation est le secteur d'activité utilisant cette technologie.

Lorsqu'une technologie brevetée acquise n'est plus utilisée, la valeur brute correspondante et l'amortissement cumulé sont sortis de l'actif.

Les technologies brevetées acquises sont amorties au compte de résultat dans la ligne "Frais de recherche et développement" lorsqu'elles sont utilisées dans le cadre de projets d'études et de conception de produits en cours de développement, ou en "Coûts des ventes" lorsqu'elles sont utilisées dans le processus de production.

(d) Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts supportés dans le but d'acquérir et de mettre en service les logiciels concernés. Ces logiciels inscrits à l'actif incluent ceux repris dans le cadre de regroupements d'entreprises. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

Les coûts associés au développement et à la maintenance des logiciels sont comptabilisés en charges au fur et à mesure des dépenses.

(e) Recherche et développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues. Les coûts correspondants aux développements de projets – conception et tests de solutions nouvelles ou améliorées – sont reconnus en actif incorporel lorsque les critères suivants sont remplis :

- Le Groupe a l'intention, la capacité financière et la capacité technique de conduire le projet de développement à son terme.
- Le Groupe dispose des ressources nécessaires afin de terminer la mise au point du développement et d'utiliser ou de commercialiser le produit développé.
- Il existe une probabilité élevée que les avantages économiques futurs attribuables aux produits développés aillent au Groupe.
- Les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle pendant son développement peuvent être mesurées de façon fiable.

Les dépenses de développement qui ne respectent pas ces critères sont reconnues en charges de l'exercice.

Les dépenses de recherche et développement financées par des avances remboursables sont inscrites à l'actif dans la mesure où le Groupe dispose des ressources nécessaires afin de mener à bien la mise au point de certains programmes de développement précisément définis et qu'il bénéficiera d'avantages économiques futurs, soit du fait de l'abandon de l'avance remboursable, soit du fait des flux de trésorerie générés par les ventes futures de produits développés dans ce cadre.

2.7 Immobilisations corporelles

Le Groupe est propriétaire d'un bâtiment à East Kilbride dans le cadre d'un bail emphytéotique. Ce site regroupait des activités de recherche et développement et d'ingénierie et a fait l'objet d'une restructuration. Par ailleurs, le Groupe occupe des locaux en France, en Europe, en Asie et aux Etats-Unis dans le cadre de contrats de location simple. Son siège social à Meyreuil, à proximité d'Aix en Provence en France, abrite les fonctions de direction générale et de support du groupe, les départements ventes et marketing et recherche et développement.

Le mobilier et matériel administratif correspond aux équipements informatiques et à l'agencement des bureaux.

Le matériel comprend les équipements techniques dédiés aux activités de recherche et développement et aux activités d'ingénierie et de test. Le produit fini des activités de recherche et développement est matérialisé essentiellement par des jeux de masques utilisables en production. Pendant la phase de recherche et développement, les frais correspondants sont enregistrés en charges de l'exercice, ce qui revient à constater en frais de recherche et développement les jeux de masques développés en interne. Lorsque le *design* des masques est définitif, leur fabrication en vue de leur utilisation en production est confiée à des sous-traitants. Le coût associé est constaté en immobilisation. En outre, les masques acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés à l'actif du bilan. Ces masques sont amortis en "Frais de recherche et développement" lorsqu'ils sont utilisés dans le cadre de travaux de développement et de conception et en "Coûts des ventes" lorsqu'ils sont utilisés en production.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique diminué des amortissements. Le coût historique comprend les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs.

Les frais de réparations et d'entretien sont constatés en charges au cours de l'exercice au fur et à mesure des dépenses encourues.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire afin de ramener le coût des actifs à leurs valeurs résiduelles sur leurs durées d'utilité estimées comme suit :

• Bâtiments	20 ans
• Installations et agencements	5 à 15 ans
• Matériels informatiques et R&D	1 à 3 ans
• Matériels et outillages industriels	1 à 5 ans
• Masques acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	2 à 5 ans
• Mobilier et matériels administratifs	3 à 8 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture.

Les pertes ou les profits sur cessions d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé et sont comptabilisés au compte de résultat dans la ligne "Autres produits / (charges) opérationnels, nets".

Les actifs sont soumis à un test de dépréciation lorsque, en raison d'événements ou de circonstances particulières, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif correspond à sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Aux fins de réaliser l'évaluation d'une perte de valeur, les actifs sont regroupés par secteur d'activité, qui représente le niveau le moins élevé pour définir une unité génératrice de trésorerie.

2.8 Dépréciation des actifs non courants

La norme IAS 36 définit les procédures qu'une entreprise doit appliquer pour s'assurer que la valeur nette comptable de ses actifs n'excède pas leur valeur recouvrable, c'est-à-dire le montant qui sera recouvré par leur utilisation ou leur vente. En dehors du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie qui font l'objet de tests annuels systématiques de dépréciation, la valeur recouvrable d'un actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet actif a pu perdre de sa valeur.

Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)

L'Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») est le plus petit groupe identifiables d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Comme indiqué ci-dessus, le Groupe a redéfini ses activités autour de deux divisions opérationnelles et a déterminé que chacune de ces divisions représentait une UGT pour les besoins de la réalisation des tests de dépréciation des actifs non courants :

- Sécurité mobile (« Mobile security ») : cette division regroupe l'offre du Groupe dans toutes les problématiques de communication mobile et fournit une gamme complète de solutions de sécurité embarquées pour les terminaux mobiles et les outils connectés. Cette offre comprend la propriété intellectuelle ainsi que des solutions logicielles et des semi-conducteurs, capables de répondre aux besoins croissants de solutions de sécurité sur toute plateforme mobile, sécurisant ainsi les paiements mobiles, le contenu, les transferts et le stockage de données.
- Transactions sécurisées (« Secure transactions ») : cette division regroupe l'offre du Groupe dédiée aux problématiques de sécurité pour les cartes à puces, les solutions d'identification et de paiement, mais aussi toutes les transactions de l'univers des machines connectées et de l'Internet des objets. Cette division développe des solutions dédiées reposant sur des microcontrôleurs sécurisés, des logiciels embarqués sécurisés et les services qui y sont associés.

Indices de perte de valeur

Le Groupe suit régulièrement l'évolution de ses résultats par rapport à ses prévisionnels pour l'ensemble de ses activités. Il suit également les indicateurs économiques. Ces éléments constituent le cas échéant des indices de perte de valeur.

Détermination de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Au cas particulier, les actifs non courants sont regroupés selon les UGT définies ci-dessus et testés sur la base de leur valeur d'utilité. Si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable, un calcul de juste valeur est réalisé afin de déterminer si une dépréciation doit être comptabilisée.

La valeur d'utilité de chaque activité est fondée sur une projection des flux de trésorerie estimés actualisés tenant compte des risques spécifiques à la nature technologique de l'activité du Groupe.

Une évolution des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.

Perte de valeur

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans les « Autres produits/ (charges) opérationnelles, nets ».

A l'exception des goodwill, une perte de valeur comptabilisée les années précédentes peut être reprise mais uniquement s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de

l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

2.9 Actifs financiers

2.9.1 Catégories

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : actifs évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat, prêts et créances, ou actifs disponibles à la vente. La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition de ces actifs financiers. La direction du Groupe détermine la classification de ses actifs financiers lors de la comptabilisation initiale.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture, ces derniers étant alors classés en actifs non courants.

Le Groupe ne dispose pas d'actifs financiers disponibles à la vente.

2.9.2 Evaluation

Les variations de juste valeur des actifs financiers libellés en devises (certains actifs financiers du Groupe sont libellés en euros) résultant des différences de conversion sont comptabilisées au compte de résultat dans la ligne "Produits / (charges) financiers, nets" à l'exception des variations de juste valeur des actifs financiers se rapportant à des activités opérationnelles tels que les comptes clients qui sont présentées au sein du résultat opérationnel.

2.9.3 Dépréciation

Pour les prêts et créances, le montant de la dépréciation est évalué en prenant en compte la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés au taux d'intérêt initial. Le cas échéant, la valeur comptable de l'actif est ainsi diminuée et le montant de la dépréciation est enregistré au compte de résultat en fonction de la nature du prêt.

Si au cours de la période suivante le montant de la dépréciation vient à diminuer et que cette diminution peut être liée de manière objective à un événement survenu après que la dépréciation a été enregistrée, une reprise est enregistrée au compte de résultat sur la même ligne que la comptabilisation initiale.

2.10 Instruments financiers dérivés et opérations de couverture

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat de dérivé ; ils sont ensuite réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du gain ou de la perte afférent dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. Le Groupe désigne certains dérivés comme des couvertures d'un risque spécifique associé à un passif comptabilisé ou à une transaction future hautement probable (couverture de flux de trésorerie).

Dès le début de la transaction, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa politique de couverture. Le Groupe documente également l'évaluation, tant au commencement de l'opération de couverture qu'à titre permanent, du caractère hautement efficace des dérivés utilisés pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

Les justes valeurs des différents instruments dérivés utilisés à des fins de couverture sont mentionnées en note 11. Les variations du poste "Couvertures de flux de trésorerie" dans les capitaux propres sont indiquées dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés. La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actif ou passif non courant lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est

supérieure à 12 mois, et dans les actifs ou passifs courants lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est inférieure à 12 mois. Les instruments dérivés détenus à des fins de transaction sont classés en actifs ou passifs courants.

Couverture de flux de trésorerie

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments dérivés satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie et désignés comme tels est comptabilisée en "Autres éléments du résultat global". Le gain ou la perte se rapportant à la partie inefficace est comptabilisé immédiatement au compte de résultat en "Produits / (charges) financiers, nets".

Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en résultat au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat (par exemple lorsqu'une vente prévue faisant l'objet d'une couverture se réalise).

Lorsqu'un instrument de couverture parvient à maturité ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, le gain ou la perte cumulé inscrit en capitaux propres à cette date est maintenu en capitaux propres, puis est ultérieurement constaté en résultat.

Lorsqu'il n'est pas prévu que la transaction se réalise, le profit ou la perte cumulé qui était inscrit en capitaux propres est immédiatement transféré au compte de résultat en "Produits / (charges) financiers, nets".

Instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture

Certains instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de la comptabilité de couverture et sont comptabilisés comme actifs ou passifs à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de la juste valeur de ces instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisées au compte de résultat en "Produits / (charges) financiers, nets".

Estimation de la juste valeur

Le tableau ci-dessous décompose les instruments financiers évalués à la juste valeur dans le bilan. Les évaluations à la juste valeur sont détaillées par niveau selon la hiérarchie de juste valeur suivante :

- L'instrument est coté sur un marché actif (niveau 1).
- L'évaluation fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables directement (prix) ou indirectement (dérivés du prix) (niveau 2).
- Au moins une composante significative de la juste valeur s'appuie sur des données non observables (niveau 3).

Le tableau suivant présente les actifs et passifs du Groupe évalués à leur juste valeur au 31 décembre 2012:

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs				
Dérivés de trading	-	-	-	-
Dérivés de couverture	-	41	104	145
Total actifs	-	41	104	145
Passifs				
Dérivés de trading	-	-	-	-
Dérivés de couverture	-	179	-	179
Total passifs	-	179	-	179

Le tableau suivant présente les actifs et passifs du Groupe évalués à leur juste valeur au 31 décembre 2013 :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs				
Dérivés de trading	-	-	-	-
Dérivés de couverture	-	328	259	587
Total actifs	-	328	259	587
Passifs				
Dérivés de trading	-	-	215	215
Dérivés de couverture	-	-	-	-
Total passifs	-	-	215	215

La juste valeur des instruments financiers échangés sur les marchés actifs repose sur le cours de l'instrument à la date de clôture. Un marché est considéré comme actif si les prix sont facilement et régulièrement disponibles auprès d'une place d'échange, un opérateur, un courtier, un groupe d'industrie ou une agence de régulation ou de cotation et si ces prix représentent des transactions régulières de gré à gré. Le prix coté sur le marché pour les actifs financiers détenus par le Groupe est le cours d'achat actuel. Ces instruments sont inclus dans le niveau 1. Aucun instrument financier dérivé n'entre dans cette catégorie.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (par exemple, les dérivés de gré à gré) est déterminée à l'aide de techniques de valorisation. Ces techniques de valorisation privilégient l'utilisation de données de marché observables et s'appuient aussi peu que possible sur des paramètres internes au Groupe. Si les paramètres de valorisation les plus significatifs sont observables, l'instrument est inclus dans le niveau 2. Cette catégorie inclut les contrats à terme.

Si un ou plusieurs des paramètres de valorisation significatif ne repose pas sur des données observables, l'instrument est inclus dans le niveau 3. Cette catégorie comprend les options d'achats ou de ventes de devises.

2.11 Stocks

Les stocks sont comptabilisés selon la méthode du premier entré – premier sorti. Le coût des produits finis et des travaux en cours comprend le coût d'achat des « wafers » (tranches de silicium), les dépenses de sous-traitance d'assemblage, les autres coûts directs et les coûts de test des produits sur la base d'un niveau d'activité normal. Il ne comprend pas les coûts d'emprunt et l'impact de la sous-activité. Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales, déduction faite des frais de vente.

Le Groupe comptabilise par ailleurs une provision pour dépréciation des stocks excédentaires ou obsolètes.

2.12 Clients et comptes rattachés

Les créances clients correspondent aux montants exigibles des clients pour les produits vendus et les services rendus dans le cadre normal de l'activité du Groupe. Elles sont classées en actif courant si l'échéance est inférieure à douze mois et en non courant en cas d'échéance à plus de douze mois.

Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur, une défaillance ou encore un défaut de paiement sont considérés comme des indicateurs de dépréciation d'une créance. La valeur comptable de l'actif est diminuée via un compte de provision et le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat en "Frais

commerciaux et de marketing”. Lorsqu’une créance devient irrécouvrable, celle-ci est sortie de l’actif en contrepartie du compte de provision. Les recouvrements de créances précédemment sorties de l’actif sont crédités au compte de résultat sur la ligne “Frais commerciaux et de marketing”.

2.13 Trésorerie placée dans des dépôts à terme, Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique “Trésorerie et équivalents de trésorerie” comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les autres placements à court terme très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à trois mois et avec un risque négligeable de changement de valeur.

Les dépôts à terme qui respectent l'ensemble des critères précisés en 2012 par l'AMF sont classés en équivalents de trésorerie.

Les découverts bancaires figurent au bilan, en “Dettes financières – Part court terme”.

2.14 Capital social

Les actions ordinaires sont classées en capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l’émission d’actions ou d’instruments de capitaux propres nouveaux sont présentés dans les capitaux propres en déduction des produits de l’émission, nets d’impôts.

2.15 Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés correspondent à des engagements de paiement pour des produits ou des services qui ont été contractés auprès de fournisseurs dans le cadre de l’activité normale du Groupe. Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont classées en passifs non courants si l’échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture ou en passifs courants si l’échéance est inférieure.

Les dettes fournisseurs sont initialement comptabilisées à leur juste valeur et ultérieurement réévaluées à leur coût amorti à l’aide de la méthode du taux d’intérêt effectif.

2.16 Dettes financières

Les dettes financières comprennent des découverts bancaires classés en passifs courants. Les dettes financières incluent également les locations financement.

2.17 Impôt courant et impôt différé

La charge d’impôt pour la période comprend l’impôt courant de l’exercice ainsi que les impôts différés. L’impôt est reconnu au compte de résultat, excepté la part liée aux éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global ou directement en contrepartie des capitaux propres. Dans ce cas, l’impôt est également respectivement comptabilisé dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

La charge d’impôt est calculée sur la base des lois fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la date de clôture dans les pays où les filiales du Groupe opèrent et génèrent des revenus imposables. La direction du Groupe évalue périodiquement les positions prises dans ses déclarations aux administrations fiscales afin d’identifier les situations dans lesquelles les textes applicables sont sujets à interprétation. Elle enregistre le cas échéant des provisions sur la base des montants de redressement attendus de la part des autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable, pour l’ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, aucun impôt différé n’est comptabilisé s’il naît de la comptabilisation initiale d’un actif ou d’un passif lié à une transaction, autre qu’un regroupement d’entreprises, qui, au moment de la transaction, n’affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d’impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu’ils s’appliqueront lorsque l’actif d’impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d’impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires. L'impôt différé provient des écarts temporaires découlant des investissements dans des filiales, sauf lorsque la date à laquelle la différence temporaire s'éteint est contrôlée par le Groupe et qu'il est probable que la différence temporaire ne s'éteindra pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale ou sur l'entité imposable ou sur de différentes entités imposables s'il y a une intention de régler les soldes sur une base nette.

2.18 Crédit d'impôt recherche et autres subventions publiques

Les crédits d'impôt recherche sont octroyés par différentes administrations pour inciter les sociétés à réaliser des activités de recherche scientifique et technique. Ces crédits d'impôt recherche sont comptabilisés en diminution des "Frais de recherche et développement" au compte de résultat lorsque (i) le Groupe peut les encaisser indépendamment des impôts payés ou à payer, (ii) les frais correspondants aux programmes éligibles ont été encourus, et (iii) une documentation probante est disponible.

Ces crédits d'impôt sont comptabilisés au bilan en "Autres actifs" courants ou non courants en fonction des échéances des encaissements attendus.

Par ailleurs, des subventions sont accordées aux sociétés réalisant des activités de recherches scientifiques et techniques. Ces subventions sont en général soumises à des conditions de performance sur des durées longues. Le Groupe enregistre ces subventions dans le compte de résultat en diminution des "Frais de recherche et développement" (i) au rythme du programme de recherche et développement correspondant et (ii) lorsque la confirmation de l'octroi de la subvention a été obtenue.

L'aide aux activités de recherche et développement peut prendre la forme d'avances remboursables. Un prêt non remboursable sous conditions est traité comme une subvention publique (comptabilisation au prorata au compte de résultat en déduction des frais de recherche et développement) lorsque l'organisme octroyant l'avance a confirmé la dispense de remboursement. Dans le cas contraire, il est classé en dettes.

2.19 Avantages du personnel

(a) Engagements de retraite

Le Groupe dispose de régimes à prestations définies, principalement pour les employés français, et de régimes à cotisations définies. Un régime à cotisations définies est un régime de retraite en vertu duquel le Groupe verse des cotisations fixes à une entité indépendante. Dans ce cas, le Groupe n'est tenu par aucune obligation légale ou implicite le contraignant à verser des cotisations supplémentaires dans l'hypothèse où les actifs ne suffiraient pas à payer, à l'ensemble des membres du personnel, les prestations dues au titre des services rendus durant l'exercice en cours et les exercices précédents. Les régimes de retraite qui ne sont pas des régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies. Tel est le cas, par exemple, d'un régime qui définit le montant de la prestation ou d'une indemnité de retraite qui sera perçue par un salarié lors de sa retraite, en fonction, en général, d'un ou de plusieurs facteurs, tels que l'âge, l'ancienneté et le salaire.

Le passif inscrit au bilan au titre des régimes de retraite à prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée aux régimes à prestations définies à la clôture. L'obligation au titre des régimes à prestations définies est calculée chaque année selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Les gains et pertes actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience et de modifications des hypothèses actuarielles sont comptabilisés directement en capitaux propres en "Profits / (pertes) actuariels sur engagements de retraite".

S'agissant des régimes à cotisations définies, le Groupe verse des cotisations à des régimes d'assurance retraite publics ou privés sur une base obligatoire. Une fois les cotisations versées, le Groupe n'est tenu par aucun autre engagement de paiement. Les cotisations sont comptabilisées dans les charges liées aux avantages du personnel lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à l'actif dans la mesure où ce paiement d'avance donne lieu à une diminution des paiements futurs ou à un remboursement en trésorerie.

Le Groupe n'accorde pas d'autres avantages ou droits à ses employés lors de leur départ en retraite.

(b) Indemnités de licenciement

Les indemnités de licenciement sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat de travail d'un salarié avant l'âge normal de son départ en retraite ou lorsqu'un salarié accepte de percevoir des indemnités dans le cadre d'un départ volontaire. Le Groupe comptabilise ces indemnités lorsqu'il est manifestement engagé soit à mettre fin aux contrats de travail de membres du personnel conformément à un plan détaillé sans possibilité réelle de se rétracter, soit à accorder des indemnités de licenciement suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires.

(c) Primes

Le Groupe comptabilise un passif et une charge au titre des intéressements et des primes, sur la base d'une formule qui tient compte du bénéfice revenant aux actionnaires du Groupe après certains ajustements. Le Groupe comptabilise une provision lorsque qu'il y est contractuellement tenu ou lorsqu'il y existe une pratique au sein du Groupe créant une obligation.

2.20 Paiements fondés sur des actions

Le Groupe a mis en place un certain nombre de plans de rémunération basés sur des actions, pour lesquels le Groupe reçoit en contrepartie des services de la part de ses employés. La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges. Le montant total à comptabiliser en charges correspond à la juste valeur des instruments octroyés :

- y compris toute condition de performance du marché (par exemple l'augmentation du prix de l'action) et conditions autres que celles liées à la période d'acquisition des droits (par exemple, l'obligation pour les employés d'épargner) ;
- à l'exclusion de l'impact de toutes conditions d'acquisition des droits liées à un service ou à des performances autres que celles du marché (par exemple, la rentabilité, les objectifs de croissance des ventes et la présence d'un employé de l'entité sur une période de temps spécifié). Les conditions d'acquisition des droits qui ne sont pas des conditions de marché ou qui sont des conditions de services sont intégrées aux hypothèses sur le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables.

La dépense totale est reconnue sur la période durant laquelle toutes les conditions d'acquisition des droits spécifiés doivent être satisfaites. À la fin de chaque exercice, l'entité réexamine le nombre d'instruments susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres ("Paiement fondé sur des actions"). Lorsque les instruments sont exercés, la Société émet des actions nouvelles. Les sommes perçues lorsque les options sont exercées, sont créditées aux postes "Capital social" (valeur nominale) et "Prime d'émission", nettes des coûts de transaction directement attribuables.

2.21 Provisions

Les provisions pour actions en justice sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Le taux d'actualisation utilisé avant impôt pour déterminer la valeur actualisée reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en "Produits / (charges) financiers, nets".

2.22 Passif sur accord de licence

Dans le cadre des regroupements d'entreprises, le Groupe peut reprendre des accords de licences de propriété intellectuelle nécessaires au développement et à la production de produits existants ou futurs. Le Groupe procède à une estimation de ces accords de licence sur la base de leur juste valeur dans des conditions normales de marché à la date d'acquisition. Lorsque les redevances à verser contractuellement excèdent leur juste valeur, le Groupe enregistre un passif sur accord de licence correspondant à la valeur actualisée de la différence entre la meilleure estimation des redevances à verser sur la base du contrat et des ventes projetées et la juste valeur. Le passif sur accord de licence est repris au compte de résultat dans la ligne "Coût des ventes", sur la base du rapport entre le nombre d'unités vendues au cours de l'exercice utilisant cette propriété intellectuelle et le nombre total estimé d'unités vendues. Les hypothèses relatives aux estimations de vente sont revues de manière régulière.

2.23 Reconnaissance du revenu

Les produits des activités ordinaires correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités du Groupe. Les produits des activités ordinaires figurent nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

Le Groupe comptabilise les produits lorsque le montant des produits peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe et que des critères spécifiques sont remplis pour chacune des activités du Groupe décrite ci-après.

Le Groupe commercialise des circuits intégrés, de la propriété intellectuelle, des logiciels et des services.

(a) Reconnaissance du revenu – Vente des circuits intégrés

Les produits du Groupe sont généralement vendus sur la base de contrats ou de bons de commande passés par le client qui incluent des prix fixes et déterminables n'incluant pas de droit de retour, d'obligation significative post-livraison ou toute autre provisions similaire excepté les conditions générales de ventes. Le revenu est reconnu pour les produits à la livraison lors du transfert de risque et de propriété, conformément aux incoterms déterminés dans les contrats, le prix est fixe et le recouvrement de la créance apparaît assuré de manière raisonnable.

(b) Reconnaissance du revenu – Activités de services

Le revenu des activités de service est reconnu sur la période lorsque que le service a été rendu et que le recouvrement de la créance est assuré de manière raisonnable. Les licences d'utilisation de logiciels ne nécessitant pas de développements spécifiques sont constatées en chiffre d'affaires lors de la cession du droit d'utilisation de la licence ou en accord avec les termes contractuels spécifiques.

Les revenus correspondant aux activités de développement de plateformes logicielles spécifiques sont reconnus selon la méthode à l'avancement qui consiste à comptabiliser le chiffre d'affaires au fur et à mesure de l'avancement des développements selon un critère appliqué de manière systématique. Le pourcentage d'avancement jusqu'à l'achèvement est fonction des coûts réels engagés comparés au coût total estimé du projet. Les pertes sur contrats sont reconnues dans la période où elles deviennent probable et dans la mesure où elles peuvent être estimées de manière fiable.

(c) Reconnaissance du revenu – Redevances de licences de propriété intellectuelle

Les redevances correspondent aux revenus provenant de technologies licenciées à certains clients du Groupe. Les redevances peuvent être fixes et / ou variables. Les redevances fixes sont reconnues linéairement sur les périodes contractuelles au cours desquelles ils ont été générés. Les redevances variables sont en général fonction des ventes réalisées par les clients et sont donc par définition difficiles à estimer. De façon à rattacher les produits aux périodes correspondantes, le Groupe s'appuie principalement sur les confirmations reçues des clients. En général, les confirmations sont reçues des clients dans le trimestre suivant la livraison des produits.

(d) Reconnaissance du revenu – Maintenance

En règle générale, la vente de licences d'utilisation de logiciels est accompagnée d'un contrat de maintenance incluant des mises à jour périodiques et une prestation de support technique. Les revenus correspondant aux activités de maintenance sont reconnus linéairement sur la période couverte par les prestations.

(e) Reconnaissance du revenu – Vente de brevets

Le développement de technologies peut donner lieu à la vente de brevets, alternativement à la concession de licences d'exploitation de ceux-ci. La cession de brevet est reconnue en chiffre d'affaires lorsqu'elle constitue une transaction ordinaire et que la propriété et les risques et avantages associés ont été transférés en totalité à l'acquéreur.

(f) Contrats à éléments multiples

Les revenus correspondant à des contrats à éléments multiples, notamment ceux incluant des services, sont enregistrés selon la méthode de l'allocation des produits sur la base des justes valeurs attribuables aux différents composants.

(g) Recouvrabilité

Dans le cadre du processus de reconnaissance du revenu, le Groupe détermine si les créances commerciales sont recouvrables de manière probable sur la base de plusieurs facteurs, et notamment s'il y a eu une détérioration de la qualité du crédit des clients qui pourrait engendrer une impossibilité de revente de ces créances.

(h) Produits constatés d'avance et facturation à établir

Les produits constatés d'avance comprennent les montants facturés selon des termes contractuels mais dont le revenu n'a pas été reconnu sur la période.

2.24 Coûts des ventes

Le coût des ventes est principalement composé des coûts de production, des coûts des produits, solutions et services vendus, incluant le coût d'achat des wafers, les dépenses d'assemblage sous-traitées, le coût des activités de tests des produits, les redevances et les autres coûts directs attribuables.

2.25 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires du Groupe par le nombre moyen d'actions ordinaires émises. Le résultat par action dilué est quant à lui obtenu en divisant le résultat de l'exercice revenant aux actionnaires du Groupe par le nombre moyen d'actions ordinaires émises, ajusté des effets des actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

Les instruments de dilution sont pris en compte si et seulement si leur effet de dilution diminue le bénéfice par action ou augmente la perte par action.

Une réconciliation entre la moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires sur la période et la moyenne pondérée du nombre d'actions sur la période ajusté des effets des actions ayant un effet potentiellement dilutif est présenté en note 31.

2.26 Contrats de location

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les contrats de location en vertu desquels le Groupe assume une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés en contrat de location financement. Les locations financement sont activées à la date de début du contrat pour le montant le plus bas entre la juste valeur du bien en location et la valeur actualisée des paiements minimum contractuels.

3. Gestion du risque financier

3.1 Facteurs de risques financiers

La politique de gestion des risques du Groupe se concentre sur le caractère imprévisible des marchés financiers, et cherche à en minimiser les effets potentiellement négatifs sur sa performance financière.

Le directoire communique les principes généraux de gestion des risques tels que le risque de change, le risque de crédit et le risque de liquidité.

(a) Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international et est donc sujet au risque de change provenant de différentes expositions en devises différentes du dollar US, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société.

Le résultat opérationnel et les liquidités du Groupe sont soumis aux fluctuations des cours de change et, essentiellement, aux fluctuations de la parité euro/dollar.

Par exemple, en cas de variation de cette parité de + 10% ou de - 10%, le Groupe estime, pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, que l'impact aurait été de - ou + 216 milliers de dollars sur son résultat opérationnel et de - ou + 291 milliers de dollars sur les capitaux propres. La part du chiffre d'affaires libellée en dollar est plus importante que la part des charges opérationnelles libellée en dollars. Afin d'atténuer ce risque, le Groupe a mis en place une politique de couverture du risque de change pour préserver sa rentabilité et sa trésorerie.

Le Groupe atténue son exposition à la fluctuation des cours de change en faisant coïncider au maximum ses entrées et sorties de trésorerie dans une même monnaie, obtenant ainsi une couverture naturelle. Le Groupe utilise également des instruments financiers dérivés comme des contrats à terme de change et des options d'achats ou de ventes de devises afin de se couvrir contre la fluctuation des cours de change.

(b) Risque de crédit

Le risque de crédit est géré à l'échelle du Groupe. Le risque de crédit provient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des instruments financiers dérivés et des dépôts auprès des banques et des institutions financières, ainsi que des expositions liées au crédit clients, notamment les créances non réglées et les transactions engagées.

(c) Risque de liquidité

Les prévisionnels de trésorerie sont réalisés par le service financier. Sur la base de ces prévisions régulièrement mises à jour, la direction du Groupe suit ses besoins de trésorerie afin de s'assurer que la trésorerie à disposition permet de couvrir les besoins opérationnels.

Ces prévisionnels prennent en compte les plans de financement du Groupe. Le surplus de trésorerie du Groupe est placé sur des comptes courants rémunérés, des dépôts à terme ou des valeurs mobilières de placement en choisissant des instruments à maturité appropriée ou présentant une liquidité suffisante afin d'assurer la flexibilité déterminée dans les prévisionnels mentionnés ci-dessus.

Le Groupe a mis en place au cours du quatrième trimestre 2011 des contrats d'affacturage en euros et en dollars avec Natixis Factor incluant un fonds de garantie et adossés à un contrat d'assurance crédit. Le contrat d'une durée initiale de deux ans a été porté à trois ans au cours de l'exercice 2013, il est en outre reconductible. Le risque de non recouvrement et de retard de paiement étant transféré à la banque, les créances cédées dans le cadre du programme ne sont plus comptabilisées au bilan.

3.2 Gestion du risque sur le capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale afin de réduire le coût du capital.

Pour préserver ou ajuster la structure de son capital, le Groupe peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, reverser du capital aux actionnaires ou émettre de nouvelles actions.

4. Estimations et jugements comptables déterminants

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances.

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

(a) Reconnaissance du revenu

Le Groupe tire principalement ses revenus des ventes de produits et de solutions ainsi que des redevances de licence. La date de reconnaissance du revenu et son montant dépendent des termes spécifiques des dispositions prises avec les clients (transfert des risques) et de la nature des livrables et obligations. S'agissant des redevances, le Groupe ne dispose généralement des confirmations formelles du niveau des ventes réalisées par les clients que dans le trimestre suivant les livraisons des produits. La détermination du correct montant de revenu à reconnaître implique certains jugements et estimations que la direction du Groupe estime raisonnables, mais les données réelles peuvent différer de ces estimations.

(b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont relatives à l'acquisition de technologies brevetées, à des portefeuilles de commandes à livrer, et à la reconnaissance des redevances de licences de propriété intellectuelle. A la date d'acquisition, ces actifs sont reconnus pour leur juste valeur ce qui requiert certains jugements et estimations que la direction du Groupe a jugé raisonnables. De manière régulière, le Groupe réévalue la juste valeur de ces immobilisations incorporelles pouvant conduire à constater une provision pour dépréciation ou un amortissement accéléré.

(c) Passif sur accord de licence

Le passif sur accord de licence est relatif à des accords de licence repris dans le cadre de regroupements d'entreprises à des conditions différentes des conditions de marché à la date d'acquisition. Ce passif est reconnu initialement pour sa juste valeur ce qui requiert certains jugements et estimations que la direction du Groupe a jugé raisonnables. De manière régulière, le Groupe réévalue la juste valeur de ce passif sur accord de licence pouvant conduire à constater une provision supplémentaire ou une reprise de provision.

(d) Dépréciations des actifs non courants et des goodwill

Comme mentionné en note 2.8, les actifs non courants sont regroupés selon les UGT définies ci-dessus et testés sur la base de leur valeur d'utilité.

Compte tenu de son mode de production « fables », les actifs autres que les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie représentent des montants relativement faibles. Cependant, étant donné la nature technologique de l'activité et le résultat déficitaire de la période, ils font l'objet de tests de dépréciation réalisés au niveau des UGT. Ces tests de dépréciation prennent en compte les goodwill et les immobilisations incorporelles et sont basés sur des projections de flux de trésorerie par UGT.

Les projections de flux de trésorerie retenues pour l'activité « Sécurité mobile » tiennent compte d'une durée de vie des produits variant entre 5 et 7 ans, un pic d'activité étant constaté à la troisième année. Pour les besoins des projections, seuls les produits clairement identifiés et dont les perspectives commerciales sont établies, ont été pris en compte à l'exclusion de produits n'ayant pas atteint le stade de faisabilité technique. Les frais de recherche et développement correspondant à des développements futurs ne sont pas intégrés dans les projections. Aucune valeur terminale n'a été retenue. Le taux d'actualisation utilisé est de 14,5%.

Les projections de flux de trésorerie retenues pour l'activité « Transactions Sécurisées » tiennent compte d'une durée de vie des produits de 7 ans, un pic d'activité étant constaté à la troisième année. Pour les besoins des projections, seuls les produits clairement identifiés et dont les perspectives commerciales sont établies, ont été pris en compte à l'exclusion de produits n'ayant pas atteint le stade de faisabilité technique. Les frais de recherche et développement correspondant à des développements futurs ne sont pas intégrés dans les projections. Aucune valeur terminale n'a été retenue. Le taux d'actualisation utilisé est de 14,5%.

La détermination de la valeur d'utilité est peu sensible au taux d'actualisation, compte tenu de la durée de vie relativement courte des produits. Un changement de 1% du taux d'actualisation aurait un impact de 3% sur la valeur d'utilité de l'UGT « Sécurité mobile » et de 4% sur la valeur d'utilité de l'UGT « Transactions sécurisées ». Le risque le plus significatif serait un décalage dans la montée en puissance des ventes. Un décalage d'un an aurait un impact de 12% sur la valeur d'utilité des deux UGT.

Sur la base des calculs ci-dessus, le Groupe considère qu'il n'y a pas lieu de constater de dépréciation sur les actifs non courants. Les analyses de sensibilité réalisées ne remettent pas en cause cette conclusion.

(e) Paiements fondés sur des actions

Le Groupe attribue des options permettant d'acquérir des actions de la Société et d'autres instruments sur capitaux aux membres de la direction du Groupe, à certains employés et à des tiers. La détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions est basée sur un modèle de valorisation d'options (Monte Carlo ou Black and Scholes) qui prend en compte des hypothèses sur des variables complexes et subjectives. Ces variables incluent notamment la juste valeur des titres de la Société, la volatilité attendue du cours de l'action sur la durée de vie de l'instrument ainsi que le comportement actuel et futur des détenteurs de ces instruments. Il existe une part importante de subjectivité découlant de l'utilisation d'un modèle de valorisation d'options dans la détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions conformément à la norme IFRS 2.

(f) Juste valeurs des dérivés et autres instruments financiers.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif, par exemple, dérivés de gré à gré, est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation. Le Groupe utilise son jugement afin de

sélectionner une variété de méthodes et définit des hypothèses principalement fondées sur des conditions de marché existantes à chaque clôture.

(g) Comptabilisation de l'impôt sur les sociétés

Le Groupe est assujéti à l'impôt sur les bénéfices en France et à l'étranger dans le cadre de ses activités internationales. Les lois fiscales sont souvent complexes et sujettes à différentes interprétations par le contribuable et l'autorité fiscale compétente. Le Groupe doit effectuer des jugements et interprétations sur l'application de ces lois lors de la détermination des provisions pour impôt à payer.

Les actifs d'impôts différés correspondant principalement aux déficits reportables ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible. Le Groupe doit faire appel à son jugement pour déterminer la probabilité de l'existence d'un bénéfice futur imposable. Cette analyse s'applique juridiction par juridiction, la règle généralement appliquée consistant, en tout état de cause, à ne reconnaître les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits reportables que lorsqu'une entité a généré des profits taxables sur deux années consécutives.

5. Regroupement d'entreprises

Secure Microcontroller Solutions

Le 30 septembre 2010, le Groupe a acquis l'activité *Secure Microcontroller Solutions* (« SMS ») de la société Atmel Corporation, qui conçoit et commercialise des semi-conducteurs incorporés dans des cartes à puce, des périphériques mobiles, des dispositifs d'authentification dans le but de sécuriser les transactions dans le domaine du paiement, des transports, de l'accès, de l'identification et d'autres types d'applications sécurisées.

Le goodwill constaté à la date de la transaction d'un montant de 2 993 milliers de dollars a été affecté intégralement au segment « Transactions sécurisées ». Le Groupe a réalisé un test de dépréciation à la clôture et a conclu qu'il n'y avait pas lieu de constater de dépréciation sur le goodwill au titre d'éventuelles pertes de valeur (voir note 8).

Dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition, le Groupe avait reconnu un certain nombre d'actifs identifiables incorporels et corporels, notamment liés à des technologies brevetées, à un portefeuille de commandes à livrer et à des masques. En outre, le Groupe avait constaté un passif correspondant à un accord de licence défavorable. L'impact des amortissements des actifs identifiables incorporels et corporels et des reprises sur le résultat du passif sur accord de licence pour les exercices clos le 31 décembre 2012 et 2013 s'analyse de la façon suivante (montants en milliers de dollars) :

Elément	Ligne du compte de résultat	2012	2013
Amortissements des masques	Coût des ventes	(2 462)	(1 266)
Amortissements des masques	Frais de recherche et développement	(681)	(378)
Amortissements des technologies brevetées	Frais de recherche et développement	(1 076)	(1 232)
Reprise du passif sur accord de licence	Coût des ventes	1 064	1 125
Impact sur le résultat opérationnel		(3 155)	(1 751)
Impact de la désactualisation du passif sur accord de licence	Produits/ (charges) financières, nets	(581)	(522)
Impact sur le résultat de la période		(3 736)	(2 273)

Embedded Security Solutions

Le 1^{er} décembre 2012, le Groupe a acquis l'activité *Embedded Security Solutions* (Solutions de sécurité embarquées, « ESS »). ESS conçoit et développe des technologies en vue de constituer un portefeuille de droits de propriété intellectuelle et des logiciels de sécurité à base d'algorithmes d'encryptions pour diverses

industries, dont les marchés de la téléphonie mobile et des réseaux. Les revenus sont générés sous la forme de licences, de redevances, de services et de frais de maintenance.

Dans le cadre de la transaction, des équipes de recherche et développement ainsi que des équipes commerciales et marketing dédiées à l'activité reprise ont été transférées au Groupe. Le cédant a également transféré des actifs incorporels, dont des redevances de licences de propriété intellectuelle à percevoir et des logiciels développés en interne, des actifs corporels, des éléments de fonds de roulement (notamment stocks, créances clients, et dettes de nature sociale et fiscale liées aux salariés transférés) et de la trésorerie.

Au jour de la réalisation de l'opération, INSIDE Secure a versé un montant de 43 256 milliers de dollars tenant compte d'une première estimation du besoin en fonds de roulement. Dans un deuxième temps, une réduction de prix a été accordée au Groupe à hauteur de 503 milliers de dollars pour tenir compte de l'évaluation finale du besoin en fonds de roulement. Le versement de cette réduction de prix a été obtenu sur le premier semestre 2013. Enfin INSIDE Secure a versé 5 188 milliers de dollars de complément de prix sur le premier semestre 2013 lié à certaines conditions qui ont été réalisées intégralement au 1^{er} avril 2013.

Le goodwill correspondant à l'excédent du prix d'acquisition (y compris les compléments de prix et l'ajustement de prix) par rapport à la juste valeur des actifs identifiés et des passifs repris s'élève à 11 906 milliers de dollars et est attribuable principalement à l'expertise des personnes transférées et aux synergies attendues du regroupement des activités. Ce goodwill a été affecté intégralement au segment « Sécurité mobile ». Le Groupe a réalisé un test de dépréciation à la clôture et a conclu qu'il n'y avait pas lieu de constater de dépréciation sur le goodwill au titre d'éventuelles pertes de valeur (voir note 8).

A la date d'acquisition, la valeur comptable de l'actif net transféré représentait 2 088 milliers de dollars dans les comptes du cédant. Le Groupe a procédé à une allocation définitive du prix d'acquisition sur les actifs acquis et passifs repris.

La valeur des actifs et passifs identifiés ainsi que l'allocation définitive du prix d'acquisition sont présentés ci-dessous :

	Note	En milliers de dollars	
Prix d'acquisition au closing (avant ajustement de prix sur le besoin en fonds de roulement)		42 813	
Ajustement sur première estimation du besoin en fonds de roulement		443	
Trésorerie décaissée au jour de la réalisation de l'opération		43 256	
Ajustement de prix relatif au besoin en fonds de roulement		(503)	
Complément de prix lié au transfert de contrats clients	(1)	5 188	
Coût d'acquisition (i)		47 940	
	Valeur nette comptable	Ajustement de juste valeur	Juste valeur
Immobilisations incorporelles	-	33 906 (2)	33 906
Immobilisations corporelles	139	-	139
Stocks	99	-	99
Autres actifs	2 998	(115) (3)	2 883
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 621	-	1 621
Autres passifs	(1 150)	-	(1 150)
Produits constatés d'avance	(1 619)	155 (4)	(1 464)
Actif net acquis (ii)	2 088	33 946	36 034
Goodwill (i) - (ii)			11 906

- (1) L'ensemble des conditions ayant été réalisées dans les délais prévus au contrat, le Groupe a versé au cédant un complément de prix de 5 188 milliers de dollars durant le premier semestre 2013.
- (2) Les 33 906 milliers de dollars d'immobilisations incorporelles correspondent à :

- a. des redevances de licences de propriété intellectuelle relatives à des technologies brevetées et développées par ESS pour un montant de 31 576 milliers de dollars. Ces redevances de licences ont été valorisées à l'aide de la méthode des flux actualisés tenant compte d'une durée de vie estimée de 5 ans des technologies concernées. Les dotations aux amortissements de cet actif incorporel seront constatées en résultat sur la ligne « Coût des ventes » au rythme de la reconnaissance du chiffre d'affaires correspondant.
 - b. des logiciels développés en interne pour un montant de 2 330 milliers de dollars. Ces logiciels ont été valorisés sur la base de leur coût de développement. Les dotations aux amortissements de cet actif incorporel seront comptabilisées sur une durée de vie de 3 ans dans les lignes du compte de résultat en fonction de l'utilisation qui en sera faite.
- (3) Une provision complémentaire sur les créances commerciales a été enregistrée afin de tenir compte des difficultés de recouvrement avec certains clients.
 - (4) Les produits constatés d'avance sur les prestations de support et de maintenance ont été ajustés afin de prendre en compte la marge de 10% généralement constatée sur ces activités.

Comme indiqué ci-dessus, dans le cadre de l'acquisition de l'activité ESS, certains ajustements de juste valeur ont été reconnus, conduisant à une réévaluation des actifs acquis et des passifs repris. Cela a eu pour conséquence d'augmenter la base de calcul des dotations aux amortissements postérieurs à l'acquisition.

L'impact de ces ajustements sur les différents postes du compte de résultat de l'exercice 2012 et 2013 s'analyse comme suit (montants en milliers de dollars) :

Élément	Ligne du compte de résultat	2012	2013
Amortissements des redevances de licences de propriété intellectuelle	Coût des ventes	(230)	(10 169)
Amortissement des logiciels développés en interne	Coût des ventes	(43)	(518)
Amortissement des logiciels développés en interne	Frais de recherche et développement	(22)	(259)
Impact sur le résultat opérationnel		(295)	(10 946)
Impact sur le résultat de la période		(295)	(10 946)

Au cours de l'exercice 2013, le Groupe a constaté des provisions pour dépréciation de créances clients transférées dans le cadre de l'acquisition. Ces provisions pour dépréciation d'un montant de 311 milliers de dollars étant liées à des événements antérieurs à la date d'acquisition et ayant été constatées dans le délai d'affectation de 12 mois, ont été enregistrées en contrepartie d'une augmentation du goodwill.

6. Informations sectorielles

Les secteurs d'activité détaillés ci-dessous correspondent à ceux présentés dans les rapports internes fournis au directoire en charge de l'élaboration des décisions stratégiques.

En octobre 2013, les segments opérationnels ont été modifiés de manière à s'adapter à la nouvelle organisation mise en place, et au nouveau système de reporting interne destiné à l'équipe dirigeante. Le Groupe opère désormais sur deux segments d'activité complémentaires, qui ciblent des marchés, des produits, des solutions et des clients différents tout en s'appuyant sur une plateforme commune pour la recherche et le développement, la propriété intellectuelle, les opérations industrielles, le support et les ventes :

- Sécurité mobile (« Mobile security ») : cette division regroupe l'offre du Groupe dans toutes les problématiques de communication mobile et fournit une gamme complète de solutions de sécurité embarquées pour les terminaux mobiles et les outils connectés. Cette offre comprend la propriété intellectuelle ainsi que des solutions logicielles et des semi-conducteurs, capables de répondre aux besoins croissants de solutions de sécurité sur toute plateforme mobile, sécurisant ainsi les paiements mobiles, le contenu, les transferts et le stockage de données.

- Transactions sécurisées (« Secure transactions ») : cette division regroupe l'offre du Groupe dédiée aux problématiques de sécurité pour les cartes à puces, les solutions d'identification et de paiement, mais aussi toutes les transactions de l'univers des machines connectées et de l'Internet des objets. Cette division développe des solutions dédiées reposant sur des microcontrôleurs sécurisés, des logiciels embarqués sécurisés et les services qui y sont associés.

Les informations sectorielles fournies au directoire pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 présentées suivant cette nouvelle segmentation s'analysent de la manière suivante :

En milliers de dollars

Période close le 31 décembre 2012	Sécurité mobile	Transactions sécurisées	Non alloué	Total selon le reporting de gestion	Rapprochement aux comptes IFRS	Reporting IFRS consolidé
Chiffre d'affaires	43 828	78 219	-	122 047	-	122 047
Marge brute ajustée (*)	12 680	20 995	(2 237)	31 438	-	Mesure non IFRS
Résultat opérationnel (*)	(33 054)	(1 987)	(2 237)	(37 278)	-	(37 278)
Résultat opérationnel ajusté (*)	(30 920)	3 062	(2 237)	(30 095)	-	Mesure non IFRS
EBITDA (*)	(28 985)	6 099	(2 237)	(25 123)	-	Mesure non IFRS
Résultat financier			(258)	(258)	-	(258)
Impôt			51	51	-	51
Résultat net			(2 444)	(37 485)	-	(37 485)

* Le montant non affecté aux secteurs d'activité correspond principalement à la sous activité (2 237 milliers de dollars).

Les informations sectorielles fournies au directoire pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'analysent de la manière suivante :

En milliers de dollars

Période close le 31 décembre 2013	Sécurité mobile	Transactions sécurisées	Non alloué	Total selon le reporting de gestion	Rapprochement aux comptes IFRS	Reporting IFRS consolidé
Chiffre d'affaires	73 797	80 826	-	154 623	-	154 623
Marge brute ajustée (**)	36 459	26 336	(2 534)	60 261	-	Mesure non IFRS
Résultat opérationnel (*)	(18 022)	2 786	(12 531)	(27 766)	-	(27 766)
Résultat opérationnel ajusté (**)	(6 676)	5 895	(2 171)	(2 952)	-	Mesure non IFRS
EBITDA (**)	(5 653)	10 616	(2 171)	2 793	-	Mesure non IFRS
Résultat financier			790	790	-	790
Impôt			(584)	(584)	-	(584)
Résultat net			(12 324)	(27 560)	-	(27 560)

* Le montant non affecté aux secteurs d'activité correspond principalement aux charges de restructuration (8 706 milliers de dollars), à la sous activité (2 534 milliers de dollars) et aux dépréciations d'actifs (1 511 milliers de dollars).

** Le montant non affecté aux secteurs d'activité correspond principalement à la sous activité (2 534 milliers de dollars)

Le résultat opérationnel ajusté n'est pas une mesure de performance ou de liquidité définie par les normes IFRS.

La marge brute ajustée est définie comme la marge brute avant (i) l'amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises et des masques achetés via un regroupement d'entreprises, (ii) les éventuelles dépréciations des écarts d'acquisition, (iii) la charge comptable liée aux paiements fondés sur les actions et (iv) les coûts non récurrents liés aux restructurations et aux acquisitions réalisées par le Groupe.

Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le résultat opérationnel avant (i) l'amortissement des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises et des masques achetés via un regroupement d'entreprises, (ii) les éventuelles dépréciations des écarts d'acquisition, (iii) la charge comptable liée aux paiements fondés

sur les actions et (iv) les coûts non récurrents liés aux restructurations et aux acquisitions réalisées par le Groupe.

L'EBITDA est défini comme le résultat opérationnel ajusté avant les amortissements et dépréciations non liés aux regroupements d'entreprises.

La marge brute ajustée, le résultat opérationnel ajusté et l'EBITDA ajusté tels que présentés peuvent ne pas être strictement comparables aux indicateurs similaires que pourraient présenter d'autres sociétés.

La réconciliation de ces indicateurs avec les états financiers consolidés IFRS audités est la suivante :

Au 31 décembre (en milliers de dollars)	2012	2013
Marge brute IFRS	28 543	48 235
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	160	74
Amortissements des immobilisations transférées lors de l'acquisition de SMS	2 462	1 266
Amortissements des immobilisations transférées lors de l'acquisition d'ESS	273	10 687
Marge brute ajustée	31 438	60 261
Au 31 décembre (en milliers de dollars)	2012	2013
Résultat opérationnel IFRS	(37 278)	(27 766)
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	1 880	555
Amortissements des immobilisations transférées lors de l'acquisition de SMS	4 222	2 876
Amortissements des immobilisations transférées lors de l'acquisition d'ESS	295	10 946
Dépréciation d'actifs repris lors de l'acquisition de SMS	-	379
Dépréciation d'actifs dans le cadre de la restructuration	-	1 132
Coûts de restructuration	232	8 706
Frais externes liés à l'acquisition d'ESS	554	220
Résultat opérationnel ajusté	(30 095)	(2 952)
Amortissements et dépréciations d'immobilisations corporelles et incorporelles non liées au regroupement d'entreprises	4 972	5 745
EBITDA	(25 123)	2 793

Le chiffre d'affaires par secteur géographique pour 2012 et 2013 est le suivant :

(en milliers de dollars)	Asie	Europe, Afrique, Moyen Orient, Amérique Latine	Amérique du Nord	Total
2012	8 436	59 382	54 229	122 047
2013	18 632	60 925	75 066	154 623

Pour les besoins de l'analyse géographique, la direction du Groupe alloue le chiffre d'affaires selon le lieu de la livraison des produits ou selon le lieu où la prestation de services est rendue, à l'exception des ventes aux trois principaux clients qui sont allouées en fonction de la localisation de leur siège social.

Les dix clients les plus importants du Groupe représentaient 65% de son chiffre d'affaires consolidé pour l'année 2013 et 83% de son chiffre d'affaires pour l'année 2012.

Pris individuellement, deux clients représentaient plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe sur les deux exercices présentés. Ils s'analysent de la façon suivante :

Au 31 décembre 2012 (en milliers de dollars)	Montant facturé	Segment
Client 1	36 743	Sécurité mobile
Client 2	13 897	Transactions sécurisées

Au 31 décembre 2013 (en milliers de dollars)	Montant facturé	Segment
Client 1	35 895	Sécurité mobile
Client 2	16 322	Transactions sécurisées

7. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires sur les exercices 2012 et 2013 se détaille de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2013
Chiffre d'affaires sur produits vendus	115 120	121 877
Accords de développement et licences	6 336	11 396
Redevances et vente de brevets	293	17 765
Maintenance	298	3 585
Total	122 047	154 623

L'augmentation du chiffre d'affaires correspondant aux accords de développement et licences, aux redevances et vente de brevets et à la maintenance est principalement liée à l'intégration d'ESS depuis le 1^{er} décembre 2012, l'année 2013 représentant la première année pleine. Les montants de chacun de ces postes liés à l'intégration d'ESS a représenté respectivement 8 571 milliers de dollars, 13 047 milliers de dollars et 3 585 milliers de dollars.

Par ailleurs, le Groupe a cédé au cours de l'exercice des brevets pour un montant de 4 500 milliers de dollars.

8. Goodwill

Le goodwill se détaille de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	Segment opérationnel	Exercice clos le 31 décembre	
		2012	2013
Activité SMS	Transactions sécurisées	3 246	3 070
Activité ESS	Sécurité des mobiles	11 906	12 217
Total		15 152	15 287

La variation du goodwill issu de l'acquisition de l'activité SMS de 3 246 milliers de dollars au 31 décembre 2012 à 3 070 milliers de dollars au 31 décembre 2013 provient exclusivement des effets de change, une partie des actifs et des passifs acquis étant rattachée à des entités ayant une monnaie fonctionnelle différente du dollar US.

La variation du goodwill issu de l'acquisition de l'activité ESS de 11 906 milliers de dollars au 31 décembre 2012 à 12 217 milliers de dollars au 31 décembre 2013 provient exclusivement de créances clients transférées dans le cadre de l'acquisition et qui ont fait l'objet de provisions pour dépréciation au cours de l'exercice 2013. Ces provisions pour dépréciation étant liées à des événements antérieurs à la date

d'acquisition et ayant été constatées dans le délai d'affectation de 12 mois, ont été enregistrées en contrepartie d'une augmentation du goodwill.

Test de dépréciation annuel du goodwill 2013

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est affecté à chaque unité génératrice de trésorerie ou groupe d'unités génératrices de trésorerie susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Le goodwill lié à l'acquisition de SMS est affecté intégralement à l'unité génératrice de trésorerie qui correspond au segment « Transactions sécurisées », celui lié à l'acquisition d'ESS est affecté à l'unité génératrice de trésorerie qui correspond au segment « Sécurité mobile ».

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles sont rattachés les goodwill a été estimée sur la base de leur valeur d'utilité comme indiqué dans le paragraphe 4 « Estimations et jugements comptables déterminants ».

9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'analysent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	Technologies brevetées	Logiciels	Redevance de licences de propriété intellectuelle	Logiciels développés en interne	Technologies en développement	Total
Exercice clos le 31 décembre 2012						
Montant à l'ouverture	4 462	1 227	-	-	1 188	6 877
Acquisitions	-	2 825	-	-	-	2 825
Variation de périmètre	-	-	31 576	2 330	-	33 906
Ecarts de conversion	-	10	-	-	-	10
Dépréciation	-	-	-	-	-	-
Cessions (valeur nette)	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	-	-	-	-	973	973
Amortissements	(1 076)	(1 167)	(230)	(65)	-	(2 538)
Montant net à la clôture	3 385	2 895	31 346	2 265	2 161	42 052
Au 31 décembre 2012						
Valeur brute	5 651	7 320	31 576	2 330	2 161	49 038
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 266)	(4 424)	(230)	(65)	-	(6 985)
Valeur nette	3 385	2 896	31 346	2 265	2 161	42 052
Exercice clos le 31 décembre 2013						
Montant à l'ouverture	3 385	2 895	31 346	2 265	2 161	42 052
Acquisitions	-	1 101	-	-	3 382	4 483
Ecarts de conversion	-	50	-	-	-	50
Dépréciation	-	-	-	-	-	-
Cessions (valeur nette)	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-
Amortissements	(1 232)	(1 688)	(10 169)	(777)	-	(13 865)
Montant net à la clôture	2 153	2 358	21 177	1 488	5 543	32 720
Au 31 décembre 2013						
Valeur brute	5 651	8 498	31 576	2 330	5 543	53 598
Amortissements et dépréciations cumulés	(3 498)	(6 140)	(10 399)	(841)	-	(20 878)
Valeur nette	2 153	2 358	21 177	1 488	5 543	32 720

Les dotations aux amortissements de 13 865 milliers de dollars pour l'exercice 2013 (2 538 milliers de dollars en 2012) ont été imputés dans les lignes "Frais de recherche et développement", "Frais commerciaux et de marketing", et "Frais généraux et administratifs" en fonction de l'affectation des actifs incorporels correspondants.

En 2013, les frais de développement liés à un projet de recherche appliquée ont été activés pour un montant total de 3 382 milliers de dollars (973 milliers de dollars en 2012). Le projet est financé par des avances remboursables (voir note 22) et par des subventions classiques. Les frais de recherche capitalisés correspondent uniquement à la partie du projet financée par les avances remboursables.

Les locations financement incluses dans les immobilisations incorporelles correspondant à des logiciels se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Valeur brute	826	936
Amortissements cumulés	(529)	(746)
Valeur nette	297	191

10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'analysent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	Agencements et aménagement	Equipements	Matériel de bureau et informatique	Masques	Total
Exercice clos le 31 décembre 2012					
Montant à l'ouverture	1 936	4 874	2 268	7 734	16 813
Acquisitions	146	998	575	735	2 454
Variation de périmètre	9	17	114	-	140
Ecarts de conversion	66	80	(12)	144	278
Dépréciation	-	-	-	-	-
Cessions (valeur nette)	-	(16)	28	-	12
Immobilisations en cours	-	(115)	25	-	(90)
Amortissements	(472)	(2 288)	(912)	(3 125)	(6 797)
Montant net à la clôture	1 685	3 549	2 086	5 490	12 810
Au 31 décembre 2012					
Valeur brute	4 650	10 374	5 519	13 806	34 348
Amortissements et dépréciations cumulés	(2 965)	(6 825)	(3 432)	(8 316)	(21 538)
Valeur nette	1 685	3 549	2 086	5 490	12 810
Exercice clos le 31 décembre 2013					
Montant à l'ouverture	1 685	3 549	2 086	5 490	12 810
Acquisitions	2 194	631	415	1 255	4 494
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	33	99	(56)	267	343
Dépréciation	(1 132)	-	-	(379)	(1 511)
Cessions (valeur nette)	-	(38)	(9)	(19)	(66)
Mise au rebut (valeur nette)	(158)	(101)	-	-	(259)
Reclassement	-	190	(190)	-	-
Immobilisations en cours	-	26	-	-	26
Amortissements	(406)	(1 673)	(1 320)	(2 030)	(5 428)
Montant net à la clôture	2 217	2 684	926	4 584	10 411
Au 31 décembre 2013					
Valeur brute	5 309	9 448	5 752	15 690	36 199
Amortissements et dépréciations cumulés	(3 092)	(6 764)	(4 826)	(11 106)	(25 788)
Valeur nette	2 218	2 684	926	4 584	10 411

La dotation aux amortissements de 5 428 milliers de dollars pour l'exercice 2013 (6 797 milliers de dollars en 2012) a été imputée en "Coût des ventes", "Frais de recherche et développement", "Frais commerciaux et de marketing" et "Frais généraux et administratifs" en fonction de l'affectation des actifs corporels correspondants.

2 313 milliers de dollars (2 318 milliers de dollars en 2012) ont été comptabilisés au compte de résultat au titre de la location simple de matériels et de biens immobiliers.

Comme indiqué en note 27, une dépréciation de 1 132 milliers de dollars a été comptabilisée sur le bâtiment d'East Kilbride dont la valeur d'utilité a été affectée par le plan de restructuration.

Les locations financement incluses dans les immobilisations corporelles se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Valeur brute	1 683	1 872
Amortissements cumulés	(559)	(1 063)
Valeur nette	1 124	809

11. Instruments financiers par catégorie

Les normes comptables relatives aux instruments financiers ont été appliquées aux éléments ci-dessous :

Au 31 décembre 2012	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	Total	
Actifs						
Instruments financiers dérivés	-	-	145	-	145	
Clients et comptes rattachés et autres actifs	39 567	-	-	-	39 567	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	63 929	2 392	-	-	66 321	
Total	103 496	2 392	145	-	106 033	
		Passifs à la juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Autres passifs financiers évalués au coût amorti	Total	
Passifs						
Découverts bancaires		-	-	276	276	
Contrats de location-financement		-	-	1 209	1 209	
Financement du crédit d'impôt recherche		-	-	6 225	6 225	
Instruments dérivés		-	179	-	179	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		-	-	33 523	33 523	
Total		-	179	41 233	41 412	
		Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	Total
Au 31 décembre 2013						
Actifs						
Instruments financiers dérivés	-	-	587	-	587	
Clients et comptes rattachés et autres actifs	50 036	-	-	-	50 036	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 824	10 389	-	-	40 213	
Total	79 860	10 389	587	-	90 836	
		Passifs à la juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Autres passifs financiers évalués au coût amorti	Total	
Passifs						
Découverts bancaires		-	-	-	-	
Contrats de location-financement		-	-	923	923	
Financement du crédit d'impôt recherche		-	-	13 325	13 325	
Instruments dérivés		215	-	-	215	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		-	-	32 525	32 525	
Total		215	-	46 773	46 988	

12. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés se décomposent de la manière suivante :

	2012		2013	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Achats à terme de devises - Couverture de flux de trésorerie	41	179	328	-
Achats à terme de devises - Trading	-	-	-	-
Options d'achat ou de vente de devises - Couverture de flux de trésorerie	104	-	259	-
Options d'achat ou de vente de devises - Trading	-	-	-	215
Total	145	179	587	215
<i>Part courante</i>	145	179	587	215
<i>Part non courante</i>	-	-	-	-

Les justes valeurs des instruments dérivés de couverture sont classées en actifs ou passifs courants. La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actifs ou passifs non courants lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et en actifs ou passifs courants si elle est inférieure à 12 mois.

La partie inefficace, comptabilisée au compte de résultat, provenant des instruments de couverture des flux de trésorerie représente un gain de 37 milliers de dollars (une perte de 47 milliers de dollars en 2012).

(a) Contrats à terme de change

Au 31 décembre 2013, le montant notionnel des contrats de change à terme en cours s'élevait à 12 300 milliers de dollars (19 551 milliers de dollars en 2012).

Les transactions couvertes hautement probables libellées en euros devraient être réalisées à différentes dates au cours des douze prochains mois. Au 31 décembre 2013, les gains et les pertes comptabilisés en couverture de flux de trésorerie au sein des capitaux propres au titre des contrats à terme de change sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle la transaction couverte affecte le résultat.

L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture correspond à la juste valeur des instruments dérivés inscrits à l'actif du bilan.

(b) Options d'achat ou de vente de devises

Au 31 décembre 2013, le montant notionnel des options sur devises en cours s'élevait à 7 000 milliers de dollars (1 979 milliers de dollars en 2012).

Les transactions couvertes hautement probables libellées en devises étrangères devraient être réalisées à différentes dates au cours des douze prochains mois. Au 31 décembre 2013, les gains et les pertes comptabilisés en couverture de flux de trésorerie au sein des capitaux propres au titre des options d'achat ou de vente de devises sont enregistrés au compte de résultat ou le sont au cours de la période durant laquelle la transaction couverte affecte le résultat.

L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture correspond à la juste valeur des instruments dérivés inscrits à l'actif du bilan.

13. Stocks

Les stocks s'analysent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Produits en cours et finis	21 389	21 780
Etude clients en cours	-	188
Moins : provision pour dépréciation des stocks	(4 038)	(7 138)
	17 350	14 830

Au cours de l'année 2013, le Groupe a constitué des stocks « stratégiques » afin de faire face aux difficultés opérationnelles de l'un de ses fournisseurs de wafers, la société LFoundry. Ce fournisseur a en effet cessé ses activités et une procédure de liquidation de la société a été ouverte en décembre 2013. Les produits concernés sont des produits que seule la société LFoundry était susceptible de fabriquer. Au 31 décembre 2013, ces stocks s'élèvent à 4 664 milliers de dollars en valeur brute et doivent permettre de faire face aux besoins des clients actuels du Groupe pour les années 2014 et 2015.

Les mouvements concernant la provision pour dépréciation des stocks obsolètes se décomposent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Au 1er janvier	(3 887)	(4 038)
Dotation aux provisions pour dépréciation des stocks	(3 421)	(4 596)
Reprises de provisions utilisées	1 640	907
Reprises de provisions non utilisées	1 630	590
Au 31 décembre	(4 038)	(7 138)

La dotation aux provisions pour dépréciation des stocks est liée au niveau des stocks jugés excédentaires notamment évalué par rapport au carnet de commandes, ainsi qu'à l'obsolescence. Le Groupe comptabilise la provision pour dépréciation des stocks en « Coût des ventes ».

Le Groupe a constitué au deuxième semestre 2013 une provision pour dépréciation des stocks pour un montant de 3 617 milliers de dollars liée aux difficultés du principal client du Groupe sur le segment des microcontrôleurs NFC. Sur la base des informations disponibles, le Groupe estime avoir provisionné la totalité du risque de stocks sur ce client.

14. Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés, nets, se décomposent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Clients et comptes rattachés	17 175	18 648
Moins : provision pour clients douteux	(713)	(1 127)
Clients et comptes rattachés, nets	16 462	17 521

Les clients et comptes rattachés se détaillent de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Clients	13 103	18 404
Clients - factures à établir	6 809	1 194
Avoirs à émettre	(2 736)	(950)
Clients et comptes rattachés	17 175	18 648

Les créances commerciales échues depuis moins de 3 mois ne nécessitent pas de dépréciation. Au 31 décembre 2013, 2 695 milliers de dollars de créances étaient échues mais non provisionnées. Elles sont relatives à des clients pour lesquels il n'y a pas d'antécédents d'impayés et sont en cours de recouvrement.

Le classement par antériorité des créances clients est indiqué ci-après :

(en milliers de dollars)	Total	Non échues	1 à 30 jours	30 à 60 jours	60 à 90 jours	90 à 120 jours	Plus de 120 jours
2012	13 103	8 482	2 337	1 059	306	65	855
2013	18 404	14 582	675	1 118	535	183	1 311

Au 31 décembre 2013, 1 127 milliers de dollars (713 milliers de dollars en 2012) ont été provisionnés. Les créances provisionnées à titre individuel concernent principalement un client.

La provision pour dépréciation des créances clients a évolué de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Au 1er janvier	(49)	(713)
Dotations aux provisions pour créances douteuses	(677)	(414)
Reprises de provisions utilisées	-	-
Reprises de provisions non utilisées	13	-
Au 31 décembre	(713)	(1 127)

Les dotations et reprises de la provision pour dépréciation des créances clients sont inscrites sur la ligne "Frais commerciaux et de marketing" au compte de résultat. Lorsqu'aucun recouvrement complémentaire de trésorerie ne peut être anticipé, la créance fait l'objet d'une inscription en perte et les montants inscrits au compte de provision sont repris.

La valeur comptable des clients et comptes rattachés et des autres actifs courants est libellée dans les devises suivantes :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Dollars US	18 131	18 145
Euro	4 845	6 587
Autres devises	155	441
	23 131	25 174

L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture représente la juste valeur de chaque catégorie de créances. Le Groupe ne détient aucune garantie sur ces créances.

Le Groupe a mis en place en 2011 des contrats d'affacturage en euros et en dollars avec Natixis Factor dont la durée initiale a été portée à 3 ans en 2013, incluant un fonds de garantie et adossés à un contrat d'assurance crédit. Le risque de non recouvrement et de retard de paiement étant transféré à la banque, les créances cédées dans le cadre du programme ne sont plus comptabilisées au bilan.

Le montant des créances cédées dont l'échéance est postérieure au 31 décembre, pour lesquelles la quasi-totalité des risques et avantages a été transférée et qui ne figure donc plus à l'actif du bilan, est le suivant :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Créances cédées et sorties de l'actif	12 766	4 661
Réserve de garantie	(436)	(172)
Trésorerie reçue en contrepartie des cessions de créances	12 330	4 489

Au 31 décembre 2013, le montant total des créances cédées s'élève à 4 661 milliers de dollars (12 766 au 31 décembre 2012).

15. Autres créances

Les autres créances se détaillent de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Dépôts et garanties	1 091	527
Crédit d'impôt recherche	15 071	24 337
TVA à recevoir	1 288	2 596
Avances et acomptes	468	736
Réserve de garantie factor	436	172
Autres créances	1 919	1 049
Charges constatées d'avance	2 337	2 116
Avoirs à recevoir	223	984
Autres créances	22 832	32 516
<i>Autres créances - Part non courante</i>	<i>16 163</i>	<i>24 863</i>
<i>Autres créances - Part courante</i>	<i>6 669</i>	<i>7 652</i>

Le Groupe n'étant plus éligible au remboursement anticipé du crédit d'impôt recherche (CIR) depuis 2011, la créance de CIR acquise sur l'exercice 2013 est désormais comptabilisée en « Autres créances – Part non courante ». Conformément aux principes comptables généralement admis, la créance relative au CIR ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Le Groupe a par ailleurs maintenu en « Autres créances – Part non courante » les créances de crédit d'impôt recherche acquises au titre des exercices 2011 (7 250 milliers de dollars) et 2012 (8 521 milliers de dollars).

Des financements ont été obtenus et mis en place avec des partenaires bancaires (voir note 21). Ils ont été inscrits en dettes financières conformément à la norme IAS 39 et ont respectivement les termes suivants :

- créance de CIR au titre de 2011 : juin 2015.
- créance de CIR au titre de 2012 : juillet 2014 (porté à juillet 2015 postérieurement à la clôture au 31 décembre 2013).

La variation de la créance de crédit d'impôt recherche sur l'exercice se présente comme suit :

(en milliers de dollars)	2 012	2 013
Au 1er janvier	10 952	15 071
Créance de crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice	8 154	8 566
Encaissement du crédit d'impôt recherche en 2012 au titre de 2010	(4 168)	-
Ecart de conversion	133	700
Au 31 décembre	15 071	24 337

16. Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent de la manière suivante :

En milliers de dollars	31 décembre 2012	31 décembre 2013
Liquidités en banques	27 380	23 824
Valeurs mobilières de placement (1)	2 392	10 389
Dépôts à terme (2)	36 549	6 000
Trésorerie et équivalent de trésorerie	66 321	40 213

- (1) Les valeurs mobilières de placement correspondent à des fonds communs de placement évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat. Ces titres négociables sont considérés comme des équivalents de trésorerie du fait de leur forte liquidité, d'une sensibilité aux taux d'intérêts inférieure à 0,25, d'une volatilité proche de 0 et, d'une stratégie d'investissement excluant les actions.
- (2) Les dépôts à terme correspondent à des placements qui respectent l'ensemble des critères de classement en équivalents de trésorerie qui ont été précisés en 2012 par l'AMF.

17. Capital

Les variations du capital se décomposent de la manière suivante :

En milliers de dollars, sauf nombre d'actions	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Total
Au 1er janvier 2012	21 724 324	11 369	133 021	144 390
Augmentation de capital liée à l'introduction en bourse	9 560 236	5 039	99 513	104 552
Conversion d'actions de préférence	1 449 144	764	(764)	-
Emission d'actions gratuites	1 185 138	614	(614)	-
Exercices de stock options	74 720	37	361	398
Frais externes liés à l'introduction en bourse	-	-	(5 840)	(5 840)
Affectation à la réserve indisponible	-	-	(107)	(107)
Au 31 décembre 2012	33 993 562	17 822	225 570	243 393
Souscription de BSA	-	-	28	28
Au 31 décembre 2013	33 993 562	17 822	225 599	243 421

Exercice 2012

Depuis le 17 février 2012, les actions de la Société sont cotées sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris. A cette occasion, la Société a réalisé une augmentation de capital de 5 039 milliers d'euros et de 99 513 milliers de dollars de la prime d'émission. Cette opération a donné lieu à l'émission de 9 560 236 actions nouvelles.

Les coûts externes nets d'effet d'impôt engagés par la Société et directement rattachables à l'introduction en bourse sont comptabilisés en moins de la prime d'émission.

Par décision de l'assemblée générale du 20 janvier 2012, les actions de préférence de catégorie D ont été converties en actions ordinaires. Une augmentation de capital a été constatée à cette occasion pour 764 milliers de dollars avec diminution corrélative de la prime d'émission et 1 449 144 actions nouvelles ont été émises.

Des actions gratuites dont l'acquisition définitive était notamment conditionnée à la réalisation de l'introduction en bourse ont été acquises définitivement en date du 6 mars 2012 et du 16 décembre 2012. Le capital a été augmenté de 614 milliers de dollars par l'émission de 1 185 138 actions nouvelles.

La Société a également procédé à une augmentation de capital dans le cadre de l'exercice de stock options, par l'émission de 74 720 actions nouvelles. Cette opération a conduit à une augmentation du capital social de 37 milliers de dollars et de 361 milliers de dollars de la prime d'émission.

Le nombre total d'actions ordinaires émises s'élève à 33 993 562 actions au 31 décembre 2012. Chaque action a une valeur nominale de 0,40 €. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Exercice 2013

Des bons de souscription d'actions ont été souscrits au cours de l'exercice pour 28 milliers de dollars.

18. Paiements fondés sur des actions

Le Groupe attribue des options sur actions, des actions gratuites et des bons de souscription d'actions à certains dirigeants, salariés et tiers (fournisseurs de services).

Au 31 décembre 2013, les paiements en actions suivants ont été attribués par la Société :

Plan	Date d'allocation	Prix d'exercice en \$	Vesting / Conditions	Nombre d'instruments	Date d'expiration
BSA 2007-02	30/08/2007	9,60	3 ans - acquisition graduelle	9 200	10/10/2017
BSA 2007-4	30/08/2007	9,60	1 an - acquisition graduelle	3 000	30/08/2017
BSA 2007-4 (2ième tranche)	18/12/2008	10,31	1 an - acquisition graduelle	3 000	18/12/2018
BSA 2006-1	20/11/2006	5,06	1 an - acquisition graduelle	46 704	20/11/2016
BSA 2005-5	17/02/2006	4,68	Pas de période d'acquisition, peut être exercé le jour de l'attribution	15 732	20/10/2015
BSA 2006-2	20/11/2006	5,06	4 ans - acquisition graduelle	18 400	20/11/2016
BSA 2007-3	21/09/2007	9,91	2 ans - acquisition graduelle et doit être membre du Comité de surveillance	4 000	21/09/2017
BSA 2007-3 (2eme tranche)	21/09/2007	9,91	2 ans - acquisition graduelle et doit être membre du Comité de surveillance	4 000	21/09/2017
BSA 8	02/10/2008	13,98	3 ans - acquisition graduelle	12 800	02/10/2018
BSA 2005-1	15/06/2006	7,28	Pas de période d'acquisition, peut être exercé le jour de l'attribution	43 332	15/06/2016
BSA 2005-3	15/06/2006	7,28	Pas de période d'acquisition, peut être exercé le jour de l'attribution	52 000	15/06/2016
BSA 12	01/10/2010	6,52	Pas de période d'acquisition, mais sujet à certaines conditions comme introduction en bourse ou sortie (transfert de plus de 50% des actions de la Société) avec un prix de marché des actions supérieur à 25,5 € (35 US\$)	200 000	01/10/2015
Actions gratuites Pool 1	28/07/2005	-	Acquisition si : - Sortie (Transfert de plus de 90% des actions ou introduction en bourse) - Si la sortie des produit avant 2 ans, 2 ans de période d'acquisition minimale =>Minimum 2 ans maximum 10 ans à compter du 28/07/2005 Le nombre d'actions dépend du prix de sortie (entre €15 (\$21) et €45 (\$62))	113 200	NA
Actions gratuites Pool 2	28/07/2005	-	Acquisition si : - Sortie (Transfert de plus de 90% des actions ou introduction en bourse) - Si la sortie des produit avant 2 ans, 2 ans de période d'acquisition minimale =>Minimum 2 ans maximum 10 ans à compter du 28/07/2005 Le nombre d'actions dépend du prix de sortie (entre €45 (\$62) et €63,75 (\$87))	138 264	NA
Suppléments pool 2	17/02/2006	-	Acquisition si : - Sortie (Transfert de plus de 90% des actions ou introduction en bourse) - Si la sortie des produit avant 2 ans, 2 ans de période d'acquisition minimale - 25% à la fin de chaque année à partir de la date d'attribution. =>Minimum 2 ans maximum 10 ans à compter du 17/02/2006 Le nombre d'actions dépend du prix de sortie (entre €57,51 (\$79) et €70 (\$96))	69 096	NA

Plan	Date d'allocation	Prix d'exercice en \$	Vesting / Conditions	Nombre d'instruments	Date d'expiration
Autres actions gratuites	17/02/2006	-	4 ans - acquisition graduelle	83 092	NA
Autres actions gratuites - Pool A	02/06/2006	-	2 ans - acquisition graduelle et être membre du directoire	38 048	NA
Autres actions gratuites - Pool B	02/06/2006	-	3 ans - acquisition graduelle et être membre du directoire	19 024	NA
Autres actions gratuites - Pool C	02/06/2006	-	4 ans - acquisition graduelle et être membre du directoire	19 024	NA
Autres actions gratuites	03/11/2008	-	4 ans – ces actions ne peuvent être attribuées si elles impliquent une détention de plus de 10% du capital	20 000	NA
Autres actions gratuites - Pool A	17/12/2010	-	2 ans – acquisition graduelle et introduction en bourse : €25,5 (\$35) si l'introduction intervient dans les 12 mois, €29 (\$40) si l'introduction intervient entre 12 et 24 mois, €34 (\$47) si l'introduction intervient après 24 mois	1 116 000	NA
Autres actions gratuites - Pool B	17/12/2010	-	4 ans – acquisition graduelle et introduction en bourse : €25,5 (\$35) si l'introduction intervient dans les 12 mois, €29 (\$40) si l'introduction intervient entre 12 et 24 mois, €34 (\$47) si l'introduction intervient après 24 mois	110 000	NA
Actions gratuites	17/10/2012	-	Acquisition graduelle, 50% au bout de 2 ans, 75% au bout de 3 ans, 100% après 4 ans Moyenne des 20 derniers séances de bourse avant le 17/10/2012 doit être supérieur a €2,30 (\$3)	160 000	NA
Actions gratuites	20/12/2012	-	Acquisition graduelle, 50% au bout de 2 ans, 75% au bout de 3 ans, 100% après 4 ans Moyenne des 20 derniers séances de bourse avant le 17/10/2012 doit être supérieur a €3,22 (\$4,27)	10 000	NA
Actions gratuites	26/07/2012	-	2 ans - Moyenne des 20 derniers séances de bourse avant le 26 juillet 2014 doit être supérieure a €8,3 (\$11,4)	2 200	NA
Actions gratuites	26/07/2012	-	2 ans - Moyenne des 20 derniers séances de bourse avant le 26 juillet 2014 doit être supérieure a €8,3 (\$11,44)	4 000	NA
Actions gratuites	26/07/2012	-	2 ans - Moyenne des 20 derniers séances de bourse avant le 26 juillet 2014 doit être supérieure a €8,3 (\$11,44)	63 510	NA
SO 2005 - 1 Pool 3	28/07/2005	0,48	4 ans - acquisition graduelle, prix de l'action minimal de €100 (\$137) à la date de sortie.	113 200	16/06/2015
SO 2005 - 1 Pool 4	28/07/2005	0,48	4 ans - acquisition graduelle, prix de l'action minimal de €120 (\$164) à la date de sortie.	102 240	16/06/2015
SO 2005 - 02 first grant	17/02/2006	4,68	4 ans - acquisition graduelle.	96 908	20/10/2015
SO 2005 - 02 second grant	02/06/2006	5,05	4 ans - acquisition graduelle.	51 904	12/09/2016
SO 2006 - 01	02/06/2006	5,05	4 ans - acquisition graduelle.	273 200	02/06/2016
Options 2007-1-F (15 200) et Options 2006-1-B (5 400)	03/11/2008	12,89	5 ans - acquisition graduelle et être membre du directoire	82 400	19/06/2017
Options 2006-1	02/02/2007	9,19	4 ans - acquisition graduelle et être membre du directoire	105 200	16/04/2017
SO	26/07/2012	3,76	10 ans - acquisition graduelle.	14 490	26/02/2022
Options ESS	20/12/2012	3,84	4 ans d'acquisition. Une partie des options est attribuée selon l'atteinte de critères de performance internes de l'activité ESS.	300 000	16/04/2017
SO	20/06/2013	3,75	10 ans - acquisition graduelle.	20 000	20/12/2022
SO	27/08/2013	3,28	10 ans - acquisition graduelle. Une partie des options est attribuée selon l'atteinte de critères de performance internes de l'activité ESS.	140 000	23/02/2023

Les paiements en actions sont subordonnés à l'accomplissement d'un certain nombre d'années de service (la période d'acquisition des droits). Certains paiements en actions sont exerçables sous réserve que les actions ordinaires du Groupe atteignent une certaine valeur. Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler les paiements en actions en numéraire.

Le nombre de bons de souscription d'action en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2012		2013	
	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre de bons (en milliers)	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre de bons (en milliers)
Au 1er janvier	7	300	7	242
Octroyées	-	-	2	20
Caduques	10	58	-	-
Exercées	-	-	-	-
Echues	-	-	-	-
Au 31 décembre	7	242	9	262

20 000 bons de souscription d'actions ont été octroyés en 2013, aucun n'est devenu caduque en 2013.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2012		2013	
	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre d'options (en milliers)	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre d'options (en milliers)
Au 1er janvier	8	1 132	5	696
Octroyées	4	300	4	174
Caduques	11	661	4	22
Exercées	5	75	-	-
Echues	-	-	-	-
Au 31 décembre	5	696	5	892

Aucune option sur actions n'a été exercée en 2013 (75 000 en 2012). 174 000 options sur actions ont été octroyées en 2013 (300 000 en 2012). 22 000 options sur actions sont devenues caduques en 2013 (661 000 en 2012).

Le nombre d'actions gratuites en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2012		2013	
	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre d'actions gratuites (en milliers)	Prix d'exercice moyen en \$ par action	Nombre d'actions gratuites (en milliers)
Au 1er janvier	-	1 315	-	810
Octroyées	-	680	-	70
Pouvant être acquises	-	-	-	-
Acquises	-	1 185	-	-
Caduques	-	-	-	63
Au 31 décembre	-	810	-	817

Au cours de l'exercice 2013, 70 000 actions gratuites ont été octroyées (680 000 en 2012) et aucune n'a été acquise définitivement (1 185 000 en 2012).

La valorisation des options sur actions, des actions gratuites et des bons de souscription d'action s'analyse comme suit :

Plan	Modèle de valorisation	Prix de l'action à la date d'attribution (en US\$)	Taux annuel d'intérêt sans risque	Volatilité attendue	Maturité attendue (*)
BSA 2007-02	B&S	9,6	4,50%	51%	3
BSA 2007-4	B&S	10,275	4,50%	51%	3
BSA 2007-4 (2ème tranche)	B&S	9,325	1,60%	71%	2
BSA 2006-1	B&S	5,3	4,50%	51%	5
BSA 2005-5	B&S	5	3,30%	49%	3
BSA 2006-2	B&S	5,175	3,50%	49%	5
BSA 2007-3	B&S	11,1	4,50%	51%	5
BSA 2007-3 (2ème tranche)	B&S	10,825	3,00%	71%	4
BSA 8	B&S	13,375	1,20%	71%	4
BSA 2005-1	B&S	7,275	4,00%	49%	4
BSA 2005-3	B&S	7,275	4,00%	49%	4
BSA 12	B&S	6,525	1,50%	57%	4
SO 2005 - 1 Pool 3	B&S	0,475	3,30%	49%	10
SO 2005 - 1 Pool 4	B&S	0,475	3,30%	49%	10
SO 2005 - 02 premier octroi	B&S	4,675	3,50%	49%	6
SO 2005 - 02 second octroi	B&S	5,05	4,00%	49%	7
SO 2006 - 01	B&S	5,05	4,50%	51%	7
Options 2007-1-F (15 200) et Options 2006-1-B (5 400)	B&S	12,9	3,20%	51%	4
Options 2006-1	B&S	9,175	4,50%	51%	7
Options ESS	B&S	3,84	4,50%	75%	4
Actions gratuites pool 1	Prix de l'option à la date d'octroi	0,475	NA	NA	NA
Actions gratuites pool 2	Prix de l'option à la date d'octroi	0,475	NA	NA	NA
Actions supplémentaires pool 2	Prix de l'option à la date d'octroi	4,7	NA	NA	NA
Autres actions gratuites	Prix de l'option à la date d'octroi	4,7	NA	NA	NA
Autres actions gratuites	Prix de l'option à la date d'octroi	4,975	NA	NA	NA
Pool A	Prix de l'option à la date d'octroi	4,975	NA	NA	NA
Pool B	Prix de l'option à la date d'octroi	4,975	NA	NA	NA
Pool C	Prix de l'option à la date d'octroi	4,975	NA	NA	NA
Autres actions gratuites	Prix de l'option à la date d'octroi	12,9	NA	NA	NA
Pool A	MC	6,3	NA	NA	NA
Pool B	MC	6,3	NA	NA	NA
Autres actions gratuites	MC	2,8	NA	NA	NA
Autres actions gratuites	MC	3,4	NA	NA	NA

MC : modèle d'évaluation

Monte-Carlo

B&S : modèle d'évaluation

Black & Sholes

(*) Déterminé sur la base d'une analyse de sociétés comparables

19. Report à nouveau et autres réserves

Le report à nouveau et les autres réserves se décomposent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Au 1er janvier	(86 795)	(121 668)
Résultat de l'exercice	(37 485)	(27 560)
Paielements fondés sur des actions - Charges de l'exercice	1 880	555
Pertes actuarielles sur engagements de retraite	(346)	345
Couverture des flux de trésorerie	937	353
Affectation en réserve indisponible	107	-
Différences de conversion	537	413
Rachat d'actions propres	(501)	88
Au 31 décembre	(121 668)	(147 473)
Dont :		
Report à nouveau	(134 053)	(161 614)
Réserve légale	-	-
Réserve indisponible	2 661	2 661
Résultat global accumulé	(135)	564
Paielements fondés sur des actions	10 304	10 860
Différence de conversion	57	470
Rachat d'actions propres	(501)	(414)
Au 31 décembre	(121 668)	(147 473)

En France, 5% du bénéfice annuel réalisé par les sociétés est doté en réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne 10% du capital social. Le Groupe ayant généré des pertes dans le passé, aucune dotation n'a été effectuée.

20. Fournisseurs et dettes rattachées

Les comptes fournisseurs et dettes rattachées se décomposent de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Fournisseurs	12 301	8 661
Charges à payer	11 142	10 398
Salaires et charges sociales	3 304	7 597
Acomptes reçus des clients	1 588	5 868
Total	28 335	32 524

La diminution des dettes fournisseurs est liée à la baisse des achats stockés sur l'exercice comparativement à 2012.

L'augmentation des dettes pour salaires et charges est principalement liée à l'intégration des effectifs sur l'activité ESS.

Dans certains cas, lorsque les conditions de reconnaissance du revenu ne sont pas remplies, le Groupe peut être amené à différer certains produits, ce qui entraîne une augmentation du poste « Acomptes reçus des clients ».

21. Dettes financières

Les dettes financières s'analysent comme suit :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Non courant		
Contrat de financement du crédit d'impôt recherche	6 225	6 507
Contrats de location-financement	677	355
	6 902	6 862
Courant		
Contrat de financement du crédit d'impôt recherche	-	6 818
Contrats de location-financement	532	568
Découverts bancaires	276	-
Total	7 710	14 248

Un contrat de financement de la créance de crédit d'impôt recherche (CIR) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 figurant à l'actif du bilan, et dont le terme est fixé en juin 2015 a été mis en place en juin 2012 avec un partenaire bancaire. Le montant financé ressort à 6 507 milliers de dollars et correspond à une quotité financée de 90%. Le solde de la créance sera payé au Groupe en juin 2015 au terme du contrat et la dette s'en trouvera éteinte. Le montant perçu par le Groupe s'élève à 5 905 milliers de dollars, net des intérêts et commissions pour un montant total de 602 milliers de dollars. Les intérêts et commissions ont été enregistrés en charges constatées d'avance et sont étalés sur la durée du contrat. Le financement du CIR étant libellé en euros, le montant inscrit au bilan peut être affecté par la variation des cours de change.

Un contrat de financement de la créance de CIR au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 figurant à l'actif du bilan en « Dettes financières - Part court terme » a été mis en place en juillet 2013 avec un partenaire bancaire. Le contrat d'un terme initial d'un an (juillet 2014) a été porté à juillet 2015 postérieurement à la clôture au 31 décembre 2013. Le montant financé et perçu par le Groupe ressort à 6 818 milliers de dollars et correspond à une quotité financée de 80%. Les intérêts sont payés mensuellement sur la durée du contrat.

Les contrats de location financement sont garantis par les droits du bailleur de récupérer l'actif loué en cas de défaut de paiement.

22. Avances remboursables

Les autres dettes se détaillent de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Avances remboursables Bpifrance	3 443	3 592
Total	3 443	3 592
<i>Autres dettes - Part non courante</i>	3 443	3 592
<i>Autres dettes - Part courante</i>	-	-

Le Groupe bénéficie d'avances remboursables auprès de la Bpifrance (anciennement OSEO) au titre de programmes de recherche et d'innovation. Ces avances sont remboursables si et seulement si les objectifs commerciaux définis contractuellement ont été atteints. Le Groupe n'a perçu aucune avance remboursable complémentaire sur l'exercice 2013. Aucune avance n'a été remboursée ni constatée comme définitivement acquise au cours des exercices 2012 et 2013. Le remboursement de ces avances est conditionné à l'atteinte d'objectifs de chiffre d'affaires sur les projets concernés. Les avances remboursables sont comptabilisées à la valeur nominale et ne portent pas d'intérêts. Les avances remboursables étant libellées en euros, le montant inscrit au bilan peut être affecté par la variation des cours de change.

23. Engagements de retraite et avantages assimilés

En France, le Groupe cotise au régime national de retraite et ses engagements auprès des salariés en termes de retraite se limitent à une indemnité forfaitaire basée sur l'ancienneté et versée dès lors que le salarié atteint l'âge de la retraite. Cette indemnité de départ à la retraite est déterminée pour chaque salarié en fonction de son ancienneté et de son dernier salaire prévu. Au Royaume-Uni, le Groupe contribue à un régime à cotisations définies qui limite son engagement aux cotisations versées.

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Provision pour engagements de retraite	1 749	1 596

Les variations de l'obligation au titre du régime à prestations définies durant l'exercice sont présentées ci-après

(en milliers de dollars)	2012	2013
Au 1 ^{er} janvier	1 183	1 749
Coût des services rendus au cours de la période	144	231
Coût financier	52	55
(Gains)/ pertes actuarielles	353	(341)
Différences de conversion	17	74
Réduction des effectifs	-	(172)
Au 31 décembre	1 749	1 596

Les montants constatés au compte de résultat sont déterminés de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Coût des services rendus au cours de la période	144	231
Coût financier	52	55
Au 31 décembre	196	286

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	2012	2013
Taux d'actualisation	3,00%	3,11%
Taux de revalorisation des salaires (y compris inflation)	3%	3%
Taux d'inflation	2%	2%

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs sont déterminées sur la base de données provenant de statistiques publiées et de données historiques en France.

Les obligations comptabilisées au 31 décembre 2013 tiennent compte des dernières dispositions en matière de droit à la retraite.

La sensibilité des obligations relatives aux engagements de retraite par rapport aux variations du taux d'actualisation est la suivante :

	Changement d'hypothèse	Impact
Taux d'actualisation	Augmentation / Diminution de 0,25 points	Augmentation / Diminution de 4,5%

24. Provisions pour autres passifs

Les provisions pour autres passifs se décomposent de la manière suivante

(en milliers de dollars)	Litiges salariés	Litiges clients	Restructuration	Autres	Total
Au 1er janvier 2012	205	100	-	13	318
Impact sur le compte de résultat					
- Dotation aux provisions	-	299	-	200	498
- Reprises de provisions non utilisées	-	-	-	-	-
- Reprises de provisions utilisées	(21)	(57)	-	-	(78)
Ecarts de conversion	6	6	-	4	15
Au 31 décembre 2012	190	348	-	217	754

(en milliers de dollars)	Litiges salariés	Litiges clients	Restructuration	Autres	Total
Au 1er janvier 2013	190	348	-	217	754
Impact sur le compte de résultat					
- Dotation aux provisions	170	207	1 571	-	1 948
- Reprises de provisions non utilisées	(221)	(65)	-	-	(286)
- Reprises de provisions utilisées	(96)	(40)	-	-	(136)
Ecarts de conversion	10	22	-	-	32
Au 31 décembre 2013	53	472	1 571	217	2 312

Litiges sociaux et commerciaux

Le Groupe est sujet à des procédures juridiques en relation avec le cours normal des affaires. La direction du Groupe considère que les coûts finaux engendrés par ces litiges n'auront pas d'impact négatif significatif sur la situation financière consolidée du Groupe, sur le résultat des opérations et sur les flux de trésorerie.

Provision pour restructuration

Ainsi qu'annoncé le 6 mars 2013, INSIDE Secure a lancé un plan de réorganisation de ses activités dans le monde. Ce plan devait permettre de réduire les coûts opérationnels (dans le cadre de la réorientation des priorités stratégiques du Groupe sur ses marchés), par une diminution de ses frais administratifs et commerciaux, un recentrage de l'activité recherche et développement et une amélioration de l'efficacité opérationnelle.

Au 31 décembre 2013, INSIDE Secure a finalisé son projet de réduction d'effectifs, tant en France que dans les différents pays étrangers concernés par le plan. Une charge pour indemnités de licenciements versés et autres coûts associés a été comptabilisée pour 7 136 milliers de dollars sur l'exercice 2013. Le Groupe a par ailleurs comptabilisé une provision pour restructuration relative aux derniers départs notifiés avant la clôture et devant intervenir durant le premier trimestre 2014 pour un montant total de 1 571 milliers de dollars.

Ces éléments ont été comptabilisés en « Autres produits / (charges) opérationnels, net » (voir note 27).

25. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance se détaillent de la façon suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Maintenance	1 122	1 899
Licences	4 240	779
Avance sur commande non remboursable	6 460	-
Au 31 décembre	11 822	2 678

Les produits constatés d'avance relatifs à des activités de maintenance concernent principalement l'activité ESS.

Les produits constatés d'avance relatifs à des licences concernent principalement un contrat de développement conclu avec Intel Corporation.

Le Groupe a conclu un accord avec un client durant le second semestre 2012 au terme duquel il a perçu une avance liée à des commandes de produits à livrer au plus tard avant le 30 juin 2013. Au 31 décembre 2013, le Groupe a reconnu en chiffre d'affaires le montant correspondant aux produits non commandés dans les délais prévus dans l'accord pour un montant de 3 777 milliers de dollars, le Groupe n'ayant plus d'obligation vis-à-vis de son client. Au 31 décembre 2013, un montant de 2 683 milliers de dollars a été enregistré au poste « Acomptes reçus des clients », toutes les conditions permettant la reconnaissance du chiffre d'affaires correspondant n'ayant pas été remplies à la clôture.

26. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement se décomposent de la manière suivante :

(En milliers de dollars)	2012	2013
Frais de recherche et développement	44 101	42 368
Paievements fondés sur des actions	369	181
Crédit d'impôt recherche	(8 154)	(8 566)
Subventions	(946)	(30)
Total	35 370	33 953

Le crédit d'impôt recherche varie en fonction de l'effort de recherche correspondant, celui-ci pouvant fluctuer de manière significative suivant les périodes en fonction de la nature et de l'avancement des projets en cours et des subventions encaissées.

27. Autres produits / (charges) opérationnels, nets

Les autres produits / (charges) opérationnels, nets, se décomposent de la manière suivante :

(En milliers de dollars)	Exercice clos le 31 décembre	
	2012	2013
Frais externes attribuables à l'acquisition d'ESS	(554)	(220)
Coûts de restructuration liés à l'acquisition de SMS	(232)	-
Dépréciation d'actifs repris lors de l'acquisition de SMS	-	(379)
Dépréciation d'actifs dans le cadre de la restructuration	-	(1 132)
Coûts de restructuration liés aux départs intervenus sur 2013	-	(7 136)
Coûts de restructuration liés aux départs provisionnés et liés aux départs devant intervenir en 2014	-	(1 571)
Gains/ (pertes) de change opérationnels, nets	(2 025)	(557)
Produits sur vente d'immobilisations corporels	-	297
Total	(2 811)	(10 698)

La dépréciation d'actifs dans le cadre de la restructuration correspond à la dépréciation du bâtiment d'East Kilbride, le Groupe ayant décidé au cours de l'exercice, suite aux réductions d'effectifs sur site, de déménager et n'ayant pas identifié de marché pour la vente ou la location de ce bâtiment.

Les coûts comptabilisés dans le cadre de la mise en œuvre du plan de restructuration ont été comptabilisés en totalité en « Autres produits / (charges) opérationnels, net ».

Les pertes et gains de change opérationnels sont relatifs aux écarts de change réalisés sur des transactions à caractère opérationnels dénouées sur l'exercice ainsi qu'à l'impact de la réévaluation au taux de clôture des actifs et passifs d'exploitation libellés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle des sociétés consolidées.

28. Charges par nature

Les charges par nature se décomposent de la manière suivante :

(En milliers de dollars)	2012	2013
Achats de wafers y compris variation de stocks	60 020	60 391
Produits semi-finis et consommés	15 896	18 920
Amortissement et dépréciations	4 972	4 002
Salaires et traitements	47 432	54 702
Coûts de restructuration	-	8 707
Sous-traitance	7 982	5 979
Service extérieurs	11 900	9 814
Frais de voyage et d'animation	3 768	3 586
Loyers des bâtiments et des bureaux	2 921	3 510
Marketing et publicité	1 158	1 299
Honoraires, commissions et redevances	5 835	6 926
Subventions et crédit d'impôt recherche	(9 100)	(8 596)
Frais externes liés aux acquisitions	533	179
Dotations aux amortissements et aux provisions des actifs acquis	4 517	12 251
Autres	1 491	720
Total	159 325	182 390

L'augmentation du poste « Salaires et traitements » est principalement liée à l'intégration d'ESS depuis le 1^{er} décembre 2012. Ce poste est également impacté par les départs de personnel dans le cadre du plan de restructuration.

29. Charges liées aux avantages du personnel

Les charges liées aux avantages du personnel se décomposent de la manière suivante :

(En milliers de dollars)	2012	2013
Salaires et traitements	33 715	38 389
Charges sociales	11 697	15 527
Paievements fondés sur des actions	1 880	555
Engagements de retraite	141	231
Total	47 432	54 702

30. Produits / (charges) financiers, nets

Les produits / (charges) financiers se décomposent de la manière suivante :

(En milliers de dollars)	2012	2013
Pertes de changes	(1 394)	(320)
Intérêts financiers	(854)	(271)
Charges financières	(2 248)	(591)
Gains de change	1 118	874
Intérêts financiers	872	506
Produits financiers	1 990	1 381
Résultat financier	(258)	790

Les pertes et gains de change sont relatifs à des opérations à caractère financier dénouées sur l'exercice ainsi qu'à l'impact de la réévaluation en dollar au taux de clôture de la trésorerie libellée en euros.

31. Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat s'analyse de la manière suivante :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Impôts calculés sur la base des taux d'impôt applicables dans les différents pays		
- France	-	(261)
- Hollande	(8)	(223)
- Royaume Uni	156	-
- Etats-Unis	(90)	(43)
- Singapour	(0)	-
- Pologne	(8)	(10)
- Japon	-	(13)
- Finlande	-	(34)
	51	(584)

Le montant de l'impôt sur le résultat du Groupe est différent du montant théorique qui résulterait du taux d'imposition calculé sur la base du taux d'impôt applicable en France en raison des éléments suivants :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Résultat avant impôt	(37 536)	(26 976)
Impôt calculé sur la base du taux d'impôt applicable dans la société mère (34,43%)	12 924	9 288
Impact des différences de taux d'imposition	(30)	(130)
Effet d'impôt sur		
Déficits reportables de la période non constatés	(14 784)	(12 383)
Crédit d'impôt recherche non assujetti à l'impôt	2 644	2 778
Paievements fondés sur des actions non déductibles	(687)	(191)
Autres différences permanentes	37	315
Autres taxes	(53)	(261)
Impôt effectif	51	(584)

L'impôt différé actif non comptabilisé correspondant aux déficits reportables des entités françaises qui sont imputables sans limitation de durée sur les futurs profits taxables s'élève à 72 835 milliers de dollars au 31 décembre 2013 (56 773 milliers de dollars au 31 décembre 2012).

32. Résultat par action

(a) De base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice :

	2012	2013
Perte attribuable aux actionnaires de la Société (en milliers de dollars)	(37 485)	(27 560)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulations	31 586 909	33 993 562
Résultat net par action (en dollar)	(1,19)	(0,81)

La variation du résultat par action provient essentiellement des augmentations de capital réalisées en cours d'année qui impactent le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

(b) Dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

Le Groupe possède trois catégories d'instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif : des actions gratuites, des bons de souscription et des options sur actions.

Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées :

	2012	2013
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	31 586 909	33 993 562
Ajustements		
- Actions gratuites	509 870	739 130
- Bons de souscription d'actions	-	-
- Options sur actions	-	-
Application de la « treasury method »	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	32 096 779	34 732 692
Résultat dilué par action (en dollar)	(1,17)	(0,79)

L'attribution définitive des actions gratuites, bons de souscription et options sur actions dans le cadre de certains plans en cours est conditionnée à la survenance d'un événement de liquidité (introduction en bourse ou cession majoritaire). L'introduction en bourse ayant été réalisée le 17 février 2012, les actions gratuites, bons de souscription et options sur actions relatifs aux plans en cours d'attribution concernés ont été pris en compte dans le calcul du résultat dilué par action.

Les bons de souscriptions et options sur actions relatifs aux plans en cours ont un prix d'exercice supérieur au cours de l'action au 31 décembre 2013 et n'ont donc pas été pris en compte dans le calcul du résultat dilué par action.

Pour les besoins du tableau ci-dessus, les bons de souscription et les options sur actions sont prises en compte dans le calcul du résultat par action dilué par application de la "treasury method". Cette méthode consiste à affecter le produit résultant de l'exercice des bons de souscription et des options sur actions pour racheter des actions ordinaires en circulation.

Lorsque la conversion des options a pour effet de porter la perte diluée par action à un montant supérieur à la perte de base par action, l'effet de la dilution n'est pas pris en compte.

33. Engagements

(a) Investissements

Les acquisitions d'immobilisations engagées mais non encore réalisées à la date de clôture sont détaillées ci-après :

(En milliers de dollars)	2012	2013
Equipement	288	39
Licences	-	-
Total	288	39

(b) Engagements au titre des contrats de location simple

Le Groupe loue des bureaux dans le cadre de contrats de location simple non résiliables. La majorité de ces contrats de location sont renouvelables à la fin de la période de location aux prix du marché.

Le Groupe loue également certains équipements sous des contrats de locations résiliables.

Les paiements futurs minimum concernant les contrats de location non résiliables sont les suivants :

(En milliers de dollars)	2012	2013
Location - paiements futurs minimum		
A moins d'un an	738	1 048
Entre 1 et 5 ans	199	4 192
A plus de cinq ans	-	612
Total	937	5 852

Le Groupe a signé en août 2012 un contrat de bail portant sur un bâtiment qui abrite son siège social. La durée initiale de ce contrat de location est de six ans. Les paiements de loyers futurs au titre des six années sont inclus dans le tableau ci-dessus.

(c) Autres engagements

(En milliers de dollars)	2012	2013
Engagements d'achat de wafers à LFoundry	27 061	-
Contrat de location financement signé - Matériel non reçu	-	-
Cautions données	390	-
Total	27 451	-

Dans le cadre de l'acquisition de l'activité SMS d'Atmel Corporation le 30 septembre 2010, le Groupe s'est engagé à reprendre certains engagements d'Atmel Corporation d'acheter un nombre minimum de wafers à la société LFoundry sur une base annuelle dégressive pendant une durée de 48 mois à compter de la date d'acquisition, à un prix déterminé à l'avance. Au 31 décembre 2013, la totalité des engagements a été honorée. De plus, la société LFoundry a cessé toute activité et une procédure de liquidation judiciaire a été ouverte en décembre 2013.

34. Transactions avec les parties liées

(a) Transactions avec les entreprises liées

Le Groupe achète des prestations de conseil et d'audit à la société Leyton & Associés, dont le Groupe et Leyton & Associés ont pour actionnaire commun la société d'investissement GIMV. Ces prestations ont été conclues à des conditions normales de marché, sans l'implication de l'actionnaire commun, et se sont élevées à 219 milliers de dollars et 201 milliers de dollars pour 2013 et 2012, respectivement.

(b) Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont composés des membres du directoire. Les rémunérations versées ou à verser aux principaux dirigeants sont les suivantes :

(en milliers de dollars)	2012	2013
Salaires et traitements	1 519	2 377
Paiements fondés sur des instruments de capitaux propres	920	144
Total	2 439	2 522

35. Evénements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture des comptes au 31 décembre 2013.

36. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2013 comprennent les comptes d'INSIDE Secure, la société mère, ainsi que ceux des entités suivantes :

Pays	Société	Pourcentage de détention		Date d'entrée dans le périmètre	Mode Acquisition/ création
		31 décembre 2012	31 décembre 2013		
Etats-Unis	INSIDE Secure Corporation	100%	100%	2002	Création
Singapour	INSIDE Secure (Asia) Pte Ltd	100%	100%	2007	Création
France	Vault-IC France SAS	100%	100%	2010	Acquisition
Royaume Uni	Vault-IC UK Ltd	100%	100%	2010	Acquisition
Pologne	INSIDE Secure Sp.z.o.o	100%	100%	2008	Création
Pays-Bas	INSIDE Secure B.V	100%	100%	2012	Acquisition
Pays-Bas	INSIDE Secure Amsterdam B.V	100%	100%	2012	Acquisition
Finland	INSIDE Secure Oy	100%	100%	2012	Acquisition
Japon	INSIDE Secure K.K	-	100%	2013	Création

En janvier 2013, INSIDE Secure a créé une filiale à 100% au Japon, INSIDE Secure KK.